



FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration - Soixante-quatorzième session
Rome, 5-6 décembre 2001

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À

LA RÉPUBLIQUE RWANDAISE

POUR LE

**PROJET JUMEAU DE DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES COMMUNAUTAIRES
ET DES INFRASTRUCTURES DE L'UMUTARA**

TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	iii
POIDS ET MESURES	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iii
CARTE DE LA ZONE DU PROJET	iv
RÉSUMÉ DU PRÊT	v
NOTE DE PRÉSENTATION	vi
PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA	1
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Données d'expérience	3
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec le Rwanda	3
DEUXIÈME PARTIE - LE PROJET	5
A. Zone du projet et groupe cible	5
B. Objectifs et portée du projet	6
C. Composantes	7
D. Coûts et financement du projet	10
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	13
F. Organisation et gestion	14
G. Justification économique	14
H. Risques	15
I. Impact sur l'environnement	15
J. Aspects novateurs	15
TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ	16
QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION	16
 ANNEXE	
RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ	 17



APPENDICES

I. COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)	1
II. PREVIOUS IFAD LOANS AND GRANTS TO RWANDA (PRÊTS ET DONNÉS ANTÉRIEURS DU FIDA AU RWANDA)	2
III. LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)	3
IV. ORGANIZATION AND MANAGEMENT CHART (ORGANIGRAMME ET STRUCTURE DE GESTION)	11
V. ENVIRONMENTAL RECOMMENDATIONS AND HOW THEY HAVE BEEN ADDRESSED (RECOMMANDATIONS RELATIVES À L'ENVIRONNEMENT ET MODALITÉS DE LEUR MISE EN ŒUVRE)	12



TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Franc rwandais (RWF)
1,00 USD	=	445 RWF
1,00 RWF	=	0,0022 USD

POIDS ET MESURES

Système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

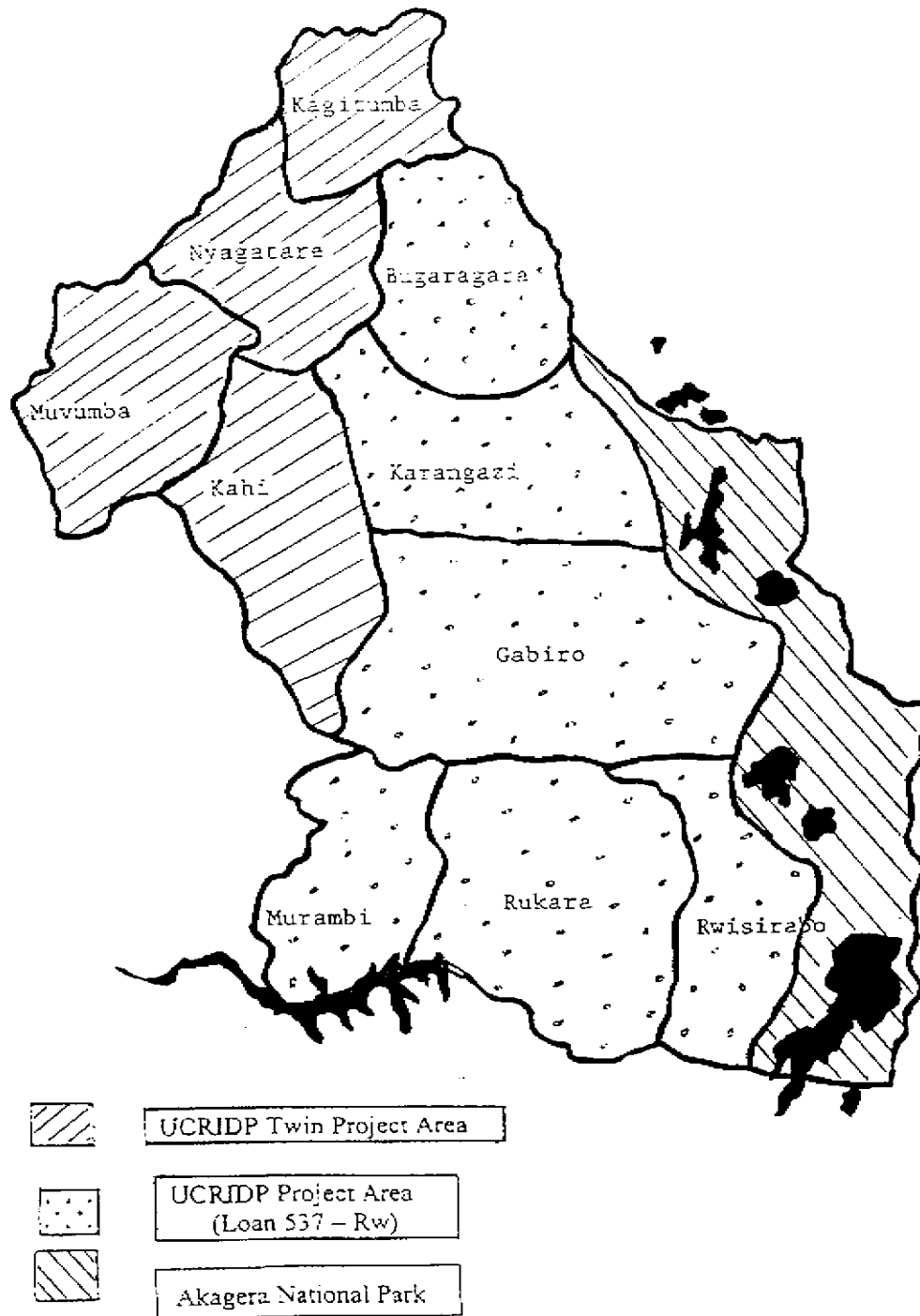
BAfD	Banque africaine de développement
BDR	Banque de développement du Rwanda
COSOP	Exposé des options et stratégies d'intervention par pays
DRSA	Département régional des services agricoles
FRG	Fonds renouvelable de groupe
ISAR	Institut des sciences agronomiques du Rwanda
ONG	Organisation non gouvernementale
PDRCIU	Projet de développement des ressources communautaires et des infrastructures de l'Umutara
UCP	Unité de coordination du projet
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

GOVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE RWANDAISE

Année budgétaire

1^{er} janvier – 31 décembre

CARTE DE LA ZONE DU PROJET



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

RÉPUBLIQUE RWANDAISE

PROJET JUMEAU DE DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES COMMUNAUTAIRES ET DES INFRASTRUCTURES DE L'UMUTARA

RÉSUMÉ DU PRÊT

INSTITUTION INITIATRICE:	FIDA
EMPRUNTEUR:	République rwandaise
ORGANISME D'EXÉCUTION:	Ministère des finances et de la planification économique
COÛT TOTAL DU PROJET:	24,2 millions de USD
MONTANT DU PRÊT DU FIDA:	9,4 millions de DTS (équivalant approximativement à 12,0 millions de USD)
CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
COFINANCEURS:	Fonds de l'OPEP Organisations non gouvernementales (ONG)
MONTANT DU COFINANCEMENT:	Fonds de l'OPEP: 8,0 millions de USD ONG: 534 900 USD
CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:	2,5 millions de USD
CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES:	1,2 million de USD
INSTITUTION CHARGÉE DE L'ÉVALUATION PROSPECTIVE:	FIDA
INSTITUTION COOPÉRANTE:	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)



NOTE DE PRÉSENTATION

Qui sont les bénéficiaires? Les bénéficiaires visés par le projet jumeau de développement des ressources communautaires et des infrastructures de l'Umutara sont 35 000 familles, établies dans trois districts et dans la municipalité de Mutara, dans la province d'Umutara, qui ne font pas partie des destinataires du projet de développement des ressources communautaires et des infrastructures de l'Umutara (PDRCIU), actuellement réalisé à l'aide d'un financement du FIDA et du Fonds de l'OPEP. Le groupe cible comprend la totalité de la population pauvre subsistant à un niveau égal ou nettement inférieur au seuil de pauvreté dans les zones couvertes par le projet, soit environ 40 000 ménages. Sur ce total, les vulnérables ou très pauvres sont au nombre de 7 000.

Pourquoi sont-ils pauvres? La zone du projet jumeau est à la fois pauvre en ressources et densément peuplée. Comme c'est le cas dans le reste de la province, le fond du problème réside dans la capacité limitée de l'administration publique et des organisations communautaires de planifier, réaliser et entretenir un développement participatif durable. Parmi les causes visibles de la pauvreté, on peut mentionner le manque d'installations d'approvisionnement en eau (pour la consommation humaine et animale), la faiblesse de la productivité de l'agriculture et de l'élevage, la fragilité des sols et la fréquente surexploitation des pâturages, l'absence de variétés améliorées de matériel végétal de bonne qualité, la mauvaise santé des troupeaux, le manque d'intrants permettant de dispenser des soins améliorés aux animaux, l'analphabétisme et l'absence d'informations appropriées au sujet des marchés et des technologies, l'insuffisance des services financiers, le mauvais état des routes qui tient les agriculteurs éloignés des marchés et fait obstacle à la circulation des informations commerciales, les aléas climatiques et la pénurie de bois, en particulier de bois de chauffage.

Que leur apportera le projet? À l'instar du PDRCIU, le projet jumeau est censé engendrer des avantages aussi bien matériels qu'immatériels. Son avantage le plus important – l'amélioration de la gestion des affaires publiques – appartient à la seconde catégorie. La conjugaison des activités de développement institutionnel et de l'approche présidant au projet permettra d'inculquer une nouvelle attitude en matière d'organisation (en termes d'efficacité de la fourniture de services, de transparence et de responsabilisation) à tous les échelons de l'administration publique ainsi qu'au sein de la population. Il en résultera un resserrement des liens entre cette dernière et l'administration publique, laquelle se verra, pour sa part, dotée des moyens et des méthodes de travail nouvelles dont elle a besoin pour mener à bien ses tâches. La mise en œuvre du nouveau projet permettra d'unifier, sur l'ensemble du territoire de la province, les modes d'action et les mécanismes de mobilisation des ressources, en apportant un appui concret à la politique de décentralisation du gouvernement, appui qui pourrait être reproduit sur une base provinciale en d'autres endroits du pays. Les avantages matériels que la population retirera du projet prendront la forme d'une meilleure alimentation en eau pour la consommation des ménages et l'abreuvement du bétail, d'un accès facilité aux marchés, de semences améliorées de bonne qualité, d'un processus plus efficace d'obtention et de transfert de technologies fondé sur un diagnostic participatif des problèmes rencontrés par les agriculteurs, de services de santé animale renforcés, d'un réseau d'organisations viables de microfinancement au niveau local et de disponibilité de crédit en faveur des petites et moyennes entreprises créatrices d'emplois directs et indirects à l'intention du groupe cible.

Comment les bénéficiaires participeront-ils au projet? L'élément central du projet consiste en un système de planification et d'exécution partant de la base, en un système parallèle de fourniture de services et en une évaluation participative des services fournis. Les prestataires de services, et notamment tous les organismes publics, interviendront dans le cadre de dispositions contractuelles renouvelables, chaque renouvellement étant subordonné à la bonne exécution de leur mission confirmée par les utilisateurs finals. À l'instar du PDRCIU, le projet jumeau vise à répondre à une demande effective émanant des communautés, ainsi qu'en témoigne leur acceptation d'assumer leur part du coût des activités qu'elles souhaitent entreprendre et à l'appui desquelles des subventions de contrepartie seront versées dans le cadre du projet.

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À
LA RÉPUBLIQUE RWANDAISE
POUR LE
PROJET JUMEAU DE DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES COMMUNAUTAIRES
ET DES INFRASTRUCTURES DE L'UMUTARA

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt à la République rwandaise d'un montant de 9,4 millions de DTS (équivalant approximativement à 12,0 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables, en vue de contribuer au financement du projet jumeau de développement des ressources communautaires et des infrastructures de l'Umutara. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans et sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an. Il sera administré par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) en tant qu'institution coopérante du FIDA.

PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA¹

A. L'économie et le secteur agricole

1. Le Rwanda est un pays doté de maigres ressources, surpeuplé et enclavé, aux prises avec la pauvreté chronique et en proie à la guerre civile. Sa population d'environ 8 millions d'habitants est essentiellement rurale (90%) et s'accroît au rythme de quelque 3% par an. En 1994, le génocide a détruit des pans entiers de son tissu social, de ses ressources humaines, de ses capacités institutionnelles, ainsi que de ses infrastructures économiques et sociales. La paix est à présent revenue dans la plus grande partie du pays. Au total, 3,8 millions de personnes, y compris les personnes déplacées à l'intérieur du pays et les réfugiés rapatriés, ont été réinstallées et réintégrées au sein de la société. En 1997, le gouvernement a adopté un programme de transition destiné à consolider la fragile reprise socio-économique qui s'était ébauchée au cours de la période 1995/96 et à poser les fondations de la réconciliation nationale, d'une croissance économique soutenue, d'une plus large participation aux décisions et d'une réduction de la pauvreté. En 2001, il s'est lancé dans une très vaste entreprise de réforme administrative destinée à mettre en œuvre sa politique de décentralisation.

2. Après avoir reculé de 50% par suite du génocide de 1994, l'économie s'est rétablie, mais le produit intérieur brut (PIB) réel n'atteignait encore en 1996 que 72% de son niveau de 1990. De 62% en 1994, l'inflation était tombée à 9% en 1996. Depuis lors, la croissance est restée stable, favorisée par les réformes de fond entreprises par les pouvoirs publics et soutenue par une politique budgétaire prudente, par le redressement des exportations et par l'afflux massif d'aide extérieure non remboursable et de prêts assortis de conditions très favorables. Après être tombé à 180 USD en 1996, contre 250 USD en 1993, le revenu par habitant était remonté en 1999 à 237 USD. Les déséquilibres budgétaires ont été sensiblement corrigés sous l'effet de l'ajustement des barèmes d'imposition, de la réforme des administrations fiscale et douanière et de l'afflux de dons extérieurs et d'aide alimentaire. Le taux d'inflation est actuellement de l'ordre de 5% par an. La valeur extérieure du franc rwandais est demeurée assez stable jusqu'à la mi-2000, mais a chuté ensuite de 25% vis-à-vis du dollar des États-Unis du fait de la forte appréciation de ce dernier. Cette évolution, conjuguée à des prix du pétrole élevés et à des cours du café bas, a exercé de fortes pressions sur la balance commerciale.

¹ Voir l'appendice I pour de plus amples informations.



3. La dette extérieure du Rwanda est passée de moins de 400 millions de USD en 1987 à 1,2 milliard de USD à la fin de 1999, date à laquelle la dette publique intérieure s'était elle aussi accrue pour atteindre l'équivalent de 250 millions de USD. Un fonds fiduciaire administré par la Banque mondiale a été établi en 1998 afin d'assurer le service de la dette multilatérale du Rwanda (y compris la part détenue par le FIDA) jusqu'à la fin de 2001. On espère que le Rwanda bénéficiera ultérieurement d'un allègement permanent de sa dette au titre de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés.

4. L'agriculture est pratiquée sur tous les types de terrain, y compris les terres marginales et les sols en forte pente. Sur les hautes terres, la pression démographique a réduit la quantité de terres arables disponibles à une moyenne de 1,5 ha par ménage. Dans une grande partie de la zone des collines, en revanche, les sols sont fertiles et le régime bimodal des précipitations permet une double récolte par an, et même une troisième dans les vallées. En raison de la pente, la plupart des terres arables doivent faire l'objet de travaux de conservation et de fumage des sols pour éviter la perte de fertilité naturelle. Environ 13% des terres arables sont plantées en cultures pérennes d'exportation, essentiellement café et thé. Les autres produits commercialisés sont principalement la banane, le sorgho, les haricots, les pois, et le maïs.

5. Le bétail a toujours été une importante source de fumier pour les petits exploitants et un moyen de constituer un capital pour mettre les ménages à l'abri des risques. On trouve du petit bétail dans la plupart des exploitations, appartenant principalement aux femmes et élevé par elles. Aussi bien le gros que le petit bétail ont été décimés pendant le génocide. On rencontre maintenant de nombreux bovins dans le nord-est de la province d'Umutara, car les "anciens" réfugiés rapatriés de la République-Unie de Tanzanie et de l'Ouganda ont ramené au pays de grands troupeaux. Les bovins d'Umutara produisent actuellement une grande partie du lait et de la viande commercialisés au Rwanda.

6. La **politique de développement nationale** du Rwanda a pour principaux objectifs la préservation d'un climat de paix et de sécurité, le rétablissement et le renforcement de l'unité nationale, la réinstallation et la réintégration de tous les réfugiés et des victimes du génocide, le respect du droit pour tous les réfugiés de rentrer au Rwanda, et la mise en valeur des ressources humaines et le développement de l'économie nationale. Le gouvernement s'est engagé à accroître la participation de la population, à faire régner l'état de droit, à respecter les droits de l'homme et à décentraliser le processus de prise de décisions, condition essentielle à l'instauration d'une bonne gouvernance.

7. La **réforme administrative** de janvier 2001 a permis de mettre en place, à l'issue d'élections démocratiques, des assemblées et des comités de développement aux niveaux de la cellule, du secteur et du district, et leur a confié un certain nombre de responsabilités importantes. Par ailleurs, les unités opérationnelles d'un certain nombre de ministères techniques ont été décentralisées à l'échelon du district et ont reçu pour mission de prêter main-forte aux assemblées de district aux fins de la mise en œuvre de leur politique de développement.

8. La **stratégie agricole nationale** recense les contraintes freinant la productivité agricole ainsi que les mesures nécessaires pour y remédier. Elle prévoit la remise en état de l'infrastructure d'appui et le rétablissement des services de vulgarisation, ainsi que la promotion de mesures d'intensification de la production agricole, afin d'accroître les revenus ruraux, de renforcer la sécurité alimentaire et d'encourager l'investissement privé et la gestion des exploitations dans une optique commerciale.

9. En novembre 2000, le gouvernement a publié un document exposant sa **Stratégie intérimaire pour la réduction de la pauvreté**, dans lequel il a mis en relief l'impact escompté de sa politique de décentralisation, à savoir la création d'un environnement propice au renforcement des capacités et à la prise de décisions aux échelons les moins élevés de l'administration locale ainsi qu'au sein des organisations de base de la société civile. Parmi les démarches stratégiques expressément axées sur la



réduction de la pauvreté en milieu rural, il convient de mentionner la promotion de la sécurité d'occupation des terres, la mise en place d'institutions de microfinancement reposant sur la mobilisation de l'épargne, l'amélioration de la gestion des ressources naturelles et l'intensification des efforts visant à empêcher la dégradation des sols, la réalisation d'investissements dans des infrastructures rurales de transport et de commercialisation, la fourniture d'un appui à l'obtention et au transfert de technologies agricoles dans un cadre participatif et l'encouragement de la recherche agronomique impulsée par la demande, la réduction de l'insécurité alimentaire en milieu rural et la promotion des activités rémunératrices et des emplois en dehors de l'agriculture.

B. Données d'expérience

10. L'aide que le FIDA a accordée au Rwanda par le biais de prêts assortis de conditions très favorables s'élève actuellement à environ 51 millions de USD et concerne six projets: trois portent sur le développement agricole et rural, un programme sur le développement des microentreprises et des entreprises de petite dimension, le programme de réinsertion des rapatriés au Rwanda et un projet de développement communautaire. En outre, le Programme conjoint avec le Fonds belge de survie a accordé un don en vue de financer un programme socio-sanitaire. L'expérience acquise au moyen de ces diverses interventions fait ressortir les problèmes que pose la faiblesse de l'administration publique, qui a perdu un grand nombre de ses éléments les plus expérimentés durant la guerre civile. Par contre, diverses organisations non gouvernementales (ONG) et entreprises privées efficaces et des techniciens de valeur sont présents dans le pays.

11. Les principaux enseignements tirés de l'expérience acquise sont les suivants:

- i) il convient de veiller tout particulièrement à mobiliser les communautés locales afin que les activités relevant du projet soient adaptées et que les bénéficiaires soient capables d'assurer le fonctionnement et l'entretien des ouvrages construits par les projets;
- ii) il faut que la planification prenne en compte le temps nécessaire à la mise en place d'une action de développement impulsée par les communautés et à l'augmentation du nombre d'entrepreneurs locaux;
- iii) il faut introduire de nouvelles approches en matière de développement des techniques agricoles;
- iv) il est nécessaire de trouver d'autres moyens de fournir des services financiers au groupe cible pour compenser le manque d'intérêt des banques commerciales à cet égard;
- v) la fourniture d'intrants aux agriculteurs ne nécessite plus l'intervention de l'État, sauf en ce qui concerne le matériel végétal sain et amélioré.

C. Stratégie de collaboration du FIDA avec le Rwanda

12. **Lutte contre la pauvreté.** Le génocide et la guerre civile de 1994 ont provoqué une hausse catastrophique de la pauvreté au Rwanda; c'est ainsi que 70% environ de l'ensemble des ménages étaient tombés au-dessous du seuil de pauvreté en 1997, contre 53% en 1993. Une conséquence spectaculaire des événements de 1994 a été le changement intervenu dans la proportion de ménages dirigés par des femmes, qui est passée de 21% à 34% entre 1992 et 1996. L'aggravation de la pauvreté s'est accompagnée d'une modification de sa répartition géographique. Le gouvernement considère que le développement de l'agriculture et de l'économie rurale sont essentiels au soutien de la reprise économique, à la création d'emplois et à la réduction de la pauvreté. La promotion d'entreprises privées de petite dimension, le renforcement du rôle des femmes, la mise en place d'infrastructures économiques et sociales en milieu rural et le développement de marchés performants pour les biens et



les services financiers sont au cœur de la stratégie de développement rural des pouvoirs publics. Une déclaration de politique foncière, prévoyant la promotion d'une plus grande sécurité d'occupation et une meilleure utilisation des terres, est en préparation.

13. **La stratégie du FIDA au Rwanda** est définie dans l'exposé des options et stratégies d'intervention par pays (COSOP), approuvé en juillet 2001, et s'articule autour de trois grandes orientations fondamentales, visant à: a) mettre l'accent sur le développement institutionnel de manière à ce que les organisations rurales de base, constituées par les membres du groupe cible, soient en mesure de s'acquitter de leurs tâches; b) tirer parti de tous les moyens propres à accroître les revenus des ruraux pauvres en encourageant, entre autres, les cultures vivrières et de rente, l'élevage, les activités extra-agricoles génératrices de revenu, les activités de recherche et développement agricoles impulsées par la demande, et les mesures destinées à atténuer l'impact des lacunes du marché et à améliorer les dispositifs d'incitation; et c) insister davantage sur les synergies potentielles entre les divers projets du FIDA en cours dans le pays.

14. **Les objectifs immédiats du FIDA** et les axes de sa stratégie au Rwanda consistent notamment à appuyer la politique de décentralisation du gouvernement, à mettre sur pied des institutions de microfinancement viables, à introduire de nouveaux modes participatifs favorisant la mise au point et le transfert de technologies, à appuyer l'émergence de petites et moyennes entreprises en vue de diversifier les revenus et de créer des emplois, à mettre en place des infrastructures communautaires et à encourager une action transversale axée sur la participation et la promotion des femmes.

15. Ces considérations d'ordre stratégique étaient déjà incorporées dans la conception du Projet de développement des ressources communautaires et des infrastructures de l'Umutara (PDRCIU) (prêt 537-RW), qui a été approuvé en décembre 2000, et elles ont inspiré la conception du présent projet jumeau et le choix de la zone du projet.

16. **Raison d'être du projet.** La province d'Umutara n'a été créée que récemment. Environ 30 000 rapatriés sur les 100 000 présents dans le pays s'y sont installés en vertu de l'Accord de paix d'Arusha de 1994. La grande majorité de la population n'est pour l'instant guère à même d'améliorer son sort et ne peut pas vraiment compter sur une administration publique qui n'a été mise en place que dernièrement et à qui font défaut les moyens de fonctionner de manière efficace. Les infrastructures essentielles sont dans une large mesure inexistantes. Nombreux sont les habitants de la région qui consacrent beaucoup trop de temps et d'énergie au ramassage de bois de chauffe et aux corvées d'eau; ils n'ont accès ni au crédit ni aux services agronomiques et vétérinaires. Si rien n'est fait, cette situation ne fera qu'aggraver la pauvreté, la discorde sociale et la dégradation de l'environnement. Le projet (PDRCIU) en cours est conçu pour s'attaquer à la plupart de ces problèmes en appuyant la mise en place d'infrastructures communautaires et la réalisation d'activités de production et de développement dans le cadre de la politique de décentralisation menée par le gouvernement dans quatre des huit districts que compte la province. La décision de limiter la zone d'intervention du PDRCIU avait été prise parce que l'on pensait que la Banque africaine de développement (BAfD) apporterait une aide au développement dans le reste de la province en appuyant une seconde phase de son projet de développement de Mutara, qui devait prendre fin le 31 décembre 2001. Or la BAfD a ultérieurement décidé de ne pas renouveler son assistance à la région, ce qui a provoqué un grave déséquilibre dans le potentiel de développement institutionnel et socio-économique de la province. Aussi le FIDA a-t-il maintenant l'occasion d'adopter une approche uniforme pour apporter son aide à la totalité des districts d'Umutara. Il ne fait manifestement aucun doute qu'une intervention du FIDA est nécessaire et qu'elle aura matière à s'exercer pour répondre à la demande du gouvernement dans le cadre d'une approche équilibrée et cohérente visant à appuyer le développement institutionnel, économique et social de la province d'Umutara.

DEUXIÈME PARTIE - LE PROJET

A. Zone du projet et groupe cible

17. La partie de la province d'Umutara qui n'est pas couverte par le PDRCIU comprend trois districts ruraux et la municipalité de Mutara. La capitale de la province, Nyagatare, s'y trouve; c'est une petite ville dont l'arrière-pays est essentiellement rural et peu étendu. Avec une superficie d'un millier de km² et une population d'environ 177 000 personnes, la zone du projet jumeau présente une densité démographique élevée. Les zones les mieux pourvues en ressources sont colonisées depuis longtemps. Les quelque 30 000 rapatriés qui se sont installés dans la province d'Umutara suite à l'Accord de paix d'Arusha se sont vu attribuer des parcelles et des logements de type *imidugudu* (habitat groupé) dans les trois districts. Des parcelles agricoles d'une superficie de 2,5 à 3 ha par ménage leur ont été attribuées. Par ailleurs, des parcelles de pacage, d'une superficie comprise entre 25 et 50 ha, ont été affectées à des particuliers ou à des groupes d'éleveurs, en fonction du nombre de têtes de bétail dont ils avaient à s'occuper.

18. La taille moyenne des exploitations est de 1,5 hectare. Le système de culture comprend deux campagnes agricoles, ce qui produit juste assez pour garantir la sécurité alimentaire. Parmi les grands problèmes auxquels se heurte la production figurent la mauvaise qualité du matériel végétal et, en particulier, le manque de semences améliorées pour les céréales et les haricots, qui font l'objet d'une très forte demande non satisfaite, de même que de produits chimiques permettant de combattre les parasites et les maladies des végétaux. Toutefois, les ménages pauvres qui ne disposent que de moins de 1,5 ha, ne produisent pas suffisamment pour que leur sécurité alimentaire soit assurée. Plusieurs ménages possèdent une ou deux têtes de bétail (certains peuvent en avoir jusqu'à dix) ainsi que quelques chèvres et moutons.

19. La province connaît de sérieuses difficultés sur le plan de l'élevage en raison de l'importance des troupeaux ramenés par les rapatriés en 1995-1997. Même si une bonne partie des animaux sont morts de maladie ou de soif depuis leur arrivée dans la province d'Umutara, on estime que le territoire couvert par le PDRCIU accueille jusqu'à 150 000 têtes de bétail. On ne sait pas combien de ménages ont quitté la province à la recherche d'un environnement plus hospitalier. En revanche, certains petits exploitants qui avaient perdu leurs bêtes au cours de la guerre civile sont parvenus à acquérir une ou deux têtes de bétail. La superficie disponible pour le pacage de ces animaux dans la zone du projet jumeau n'est pas suffisante pour nourrir la totalité du cheptel qui s'y trouve actuellement. Le personnel du PDRCIU va effectuer une enquête sur le potentiel fourrager et la productivité pastorale de ces terres de parcours afin de recueillir les données nécessaires à la formulation et au financement, dans le cadre du projet jumeau, d'un plan de gestion participative des parcours, qui permettrait d'associer les communautés d'éleveurs à la conception d'une politique appropriée d'exploitation rationnelle de cette ressource.

20. Les districts ne possèdent que peu de sources d'eau pérennes. Un grand nombre d'habitants boivent l'eau de sources polluées (qui présente un risque pour la santé), et leur consommation est bien inférieure à ce que serait le minimum acceptable. Les femmes consacrent chaque jour de longues heures à la corvée d'eau. Durant la saison sèche, les troupeaux sont régulièrement conduits au travers du parc national d'Akagera pour s'abreuver et paître le long des rives du fleuve Akagera et des lacs. Toutefois, il devait être mis fin à cette pratique à compter du 15 août 2001 en vertu d'un décret présidentiel. Dans la mesure où l'eau destinée à la consommation humaine et animale est le souci numéro un de tous dans la province, le PDRCIU a prévu de financer un plan directeur pour l'eau couvrant l'ensemble du territoire de la province. Les données recueillies à cette occasion devraient être disponibles avant le démarrage du projet jumeau et permettre de définir dans le détail les mesures à prendre, dans le cadre du projet, pour l'approvisionnement en eau des ménages et l'abreuvement des animaux dans l'ensemble de la province.



21. De nombreuses routes secondaires et routes de desserte de la zone du projet jumeau sont en mauvais état et ont besoin de faire l'objet de travaux de réfection, tandis que de nouvelles routes devront être construites dans les nombreux secteurs qui en sont complètement dépourvus à l'heure actuelle. La médiocrité des infrastructures de transport est l'une des principales raisons pour lesquelles les agriculteurs ne parviennent pas à vendre leur production à des prix rémunérateurs.

22. À ce jour, une seule banque commerciale a ouvert une agence dans la province. La Banque de développement du Rwanda (BDR) vient juste de commencer ses opérations, encore que sur une échelle modeste. Il existe toutefois plusieurs organisations qui collectent l'épargne rurale, dont une coopérative féminine de dimension non négligeable, une pré-coopérative et une ONG nationale spécialisée dans la promotion des caisses villageoises d'épargne et de crédit. L'existence de telles organisations, jointe à celle d'un réseau actif de tontines (groupes informels d'épargne), confirme les données d'expérience déjà recueillies au Rwanda pour ce qui est de la bonne disposition et de la capacité des agriculteurs à épargner, et montre qu'il y a matière à encourager encore davantage la mise en place d'institutions de microfinancement et à promouvoir leurs liens avec le système bancaire sur la base de saines pratiques de gestion financière.

23. **Le groupe cible.** Les évaluations rurales participatives entreprises dans la province ont permis de classer les ménages en quatre catégories: les riches, les moyens, les pauvres et les vulnérables. Depuis le génocide, la situation des ménages "moyens" tend à rejoindre celle des "pauvres". Le groupe cible du FIDA comprendra par conséquent tous les ménages situés dans la zone du projet jumeau, à l'exception de ceux dits "riches", qui ne représentent qu'une infime minorité (pas plus de 3% des ménages). Une grande partie des ménages "moyens" et "pauvres" ont la capacité de participer (sous la forme d'un minimum de biens et de main-d'œuvre) aux activités du projet; la plupart des ménages "vulnérables" ont le potentiel voulu pour cela mais ne disposent pas du minimum de biens requis, même s'il peut arriver que leurs parcelles soient suffisamment étendues pour leur permettre de participer aux activités relevant du projet (lequel prévoit des mesures spéciales à cet égard). Le groupe cible du projet comprendra donc tous les ménages "moyens", "pauvres" et "vulnérables", soit au total environ 35 000 ménages, dont 7 000 "vulnérables".

B. Objectifs et portée du projet

24. Conformément à la stratégie recommandée par le COSOP pour le Rwanda, et dans le droit fil de la politique de décentralisation du gouvernement et de la réforme administrative lancée en janvier 2001, la conception du projet met l'accent sur la participation de la population, le développement communautaire et le soutien des organisations de base qui sont considérés comme étant les vecteurs les plus importants d'une amélioration de la gouvernance dans la région, condition préalable à l'amélioration des conditions de vie et des rapports sociaux en général. De même que le PDRCIU, le projet jumeau sera axé sur le développement institutionnel qui devra déclencher un processus de développement économique et humain compatible avec la mobilisation durable et l'utilisation efficace des ressources naturelles et humaines. À cette fin, il mettra en œuvre trois modalités d'exécution élaborées pour le PDRCIU: la planification des activités à partir de la base, la fourniture des services à partir du sommet et l'évaluation participative des services fournis (responsabilisation). L'approche du projet concorde parfaitement avec la politique du gouvernement en matière d'administration locale.

25. Le projet jumeau poursuit des objectifs spécifiques analogues à ceux du PDRCIU "original": assurer l'approvisionnement en eau des ménages et du bétail; améliorer les infrastructures de transport; fournir des conseils plus concrets en matière de techniques agricoles et d'élevage; accorder des crédits pour l'achat d'intrants, l'amélioration de la commercialisation des produits et le démarrage d'activités de transformation des denrées agricoles et d'autres activités génératrices de revenus accessibles aux femmes; améliorer les services de santé animale; fournir des intrants permettant de porter la base productive au niveau minimum nécessaire à la survie (pour les ménages "vulnérables");



et faciliter l'accès aux ressources forestières en vue d'accroître la quantité de bois de chauffe et de bois de construction disponible. La structure des composantes du projet reflète les priorités de la population telles qu'elles ont été identifiées lors des évaluations rurales participatives réalisées dans la province d'Umutara. On fera preuve de souplesse dans la mise en œuvre du projet et l'on veillera à répondre à la demande effective émanant des communautés, et à ce que soient remplies les conditions requises pour déclencher les interventions relevant du projet, y compris le paiement par les bénéficiaires de la part des coûts du projet qui leur revient.

C. Composantes

26. À l'instar du PDRCIU en cours, le projet jumeau est articulé autour de cinq composantes: renforcement des capacités; développement des infrastructures rurales; appui aux investissements au niveau des exploitations; services financiers et appui à l'exécution du projet.

Renforcement des capacités

27. Cette composante se divise en deux sous-composantes: développement communautaire et promotion féminine.

28. **Développement communautaire.** Au titre de cette sous-composante, le projet jumeau mettra en place, dans la zone du nouveau projet, le même schéma que celui appliqué dans le cadre du PDRCIU. On apportera un appui à un vaste programme de formation et de soutien technique ayant pour objet de: i) permettre aux comités de développement de cellule et aux groupements locaux d'intérêts communs de prendre part à la planification des activités relevant du projet et à leur exécution sur le terrain; et ii) donner la possibilité aux fournisseurs de services publics, aux niveaux de la province et du district, ainsi qu'aux ONG nationales prestataires de services, de remplir leurs fonctions avec efficacité. La formation sera assurée par des ONG internationales et prendra la forme de cours structurés ou d'une formation en cours d'emploi ou encore d'activités de suivi de la performance des prestataires de services. Des contrats seront passés avec des ONG nationales pour qu'elles fournissent des services de facilitation communautaire aux niveaux du secteur et de la cellule. Le projet fournira aussi du matériel de transport et des moyens de communication entre les comités de développement de district et de secteur, et prendra en charge les dépenses de fonctionnement. En outre, il financera un programme visant à dispenser une formation aux mineurs qui sont chefs de ménage de façon à ce qu'ils aient accès à une plus large gamme d'emplois ou puissent entreprendre leurs propres activités génératrices de revenus, et il apportera un soutien aux activités du Ministère de l'environnement aux fins de la surveillance de l'impact des activités du projet sur l'environnement.

29. **Promotion féminine.** Les services relevant déjà de cette sous-composante dans le cadre du PDRCIU seront étendus au reste de la province dans celui du projet jumeau. Outre qu'il assurera la participation active des femmes rurales à toutes les activités relevant du projet, ce dernier encouragera les activités permettant aux femmes de se doter d'équipements et d'obtenir un revenu, au travers du Fonds pour les investissements réalisés par des femmes (voir à ce sujet la description de la composante relative aux services financiers en milieu rural). Le projet construira, meublera et équipera une "maison des femmes" dans chaque district de la zone couverte par le projet jumeau. Les services relevant des "femmes dans le développement" seront fournis par des ONG nationales travaillant en collaboration avec le personnel du Ministère de la promotion féminine afin de faciliter la constitution de groupes féminins et de dispenser une formation aux comités de groupes féminins. Dans le cadre de cette composante, le projet apportera un appui à un vaste programme d'alphabétisation fonctionnelle destiné à quelque 5 000 femmes et mineurs chefs de ménage.

Développement des infrastructures rurales

30. Cette composante se divise en deux sous-composantes: approvisionnement en eau et routes rurales. Le Fonds de l'OPEP en financera une partie.

31. **Approvisionnement en eau.** Cette sous-composante comporte deux parties: i) l'approvisionnement prioritaire en eau, qui sera financé par le FIDA, les bénéficiaires et les pouvoirs publics; et ii) l'achèvement du programme d'approvisionnement en eau de la province, pour autant que le Fonds de l'OPEP mette à disposition les ressources financières nécessaires. Le programme d'approvisionnement prioritaire en eau prévoit: a) l'expansion de quatre réseaux existants d'adduction d'eau sous conduites destinée à la consommation des ménages; b) la mise en place d'un système de contrôle des ressources en eau; c) la fourniture de conseils d'ordre technique et administratif visant à faire face aux problèmes rencontrés en matière de gestion des réseaux, existants et agrandis, d'adduction d'eau sous conduites; d) la remise en état des barrages de vallée et des puits tubulaires et la construction d'ouvrages nouveaux pour assurer la fourniture d'eau destinée au bétail. Il sera exigé des bénéficiaires qu'ils contribuent à la prise en charge des dépenses de construction, y compris sur le plan de la main-d'œuvre et, dans le cas des puits tubulaires, qu'ils achètent des pompes manuelles et mettent sur pied un fonds destiné à financer les activités d'entretien. La responsabilité de l'exploitation et de l'entretien des puits sera confiée à des comités d'usagers. On réalisera une étude sur les redevances perçues pour les réseaux d'adduction d'eau afin de déterminer si elles sont suffisantes pour assurer la viabilité financière de l'exploitation des réseaux en question.

32. Le programme dont l'achèvement doit être financé par le Fonds de l'OPEP porte notamment sur la construction d'un certain nombre de nouveaux réseaux d'adduction d'eau sous conduites destinée à la consommation domestique.

33. **Routes de desserte.** Le programme de réfection et de construction de routes (qui sera financé par le Fonds de l'OPEP) porte sur 177 km de routes rurales nécessaires pour doter l'ensemble des secteurs de la zone du projet jumeau d'infrastructures de transport suffisantes. Les travaux routiers seront exécutés à la demande des communautés et seront soumis à la condition que les comités de développement de cellule concernés s'engagent à percevoir une redevance pour l'entretien routier destinée à financer les travaux d'entretien courant sur les tronçons de routes passant sur leur territoire.

Appui aux investissements au niveau des exploitations

34. L'appui aux investissements au niveau des exploitations sera organisé dans le cadre du développement communautaire. Cette composante comporte quatre sous-composantes, selon le schéma déjà adopté pour le PDRCIU: i) services consultatifs techniques; ii) services de production agricole; iii) services de santé et de production animales; et iv) foresterie.

35. **Services consultatifs techniques.** Le projet étendra à l'ensemble de la province les méthodes participatives adoptées dans le cadre du PDRCIU. Pour l'exécution de cette sous-composante, un contrat sera passé avec l'ISAR (institut des sciences agronomiques du Rwanda) et le Département régional des services agricoles (DRSA) de la province d'Umutara. Le projet jumeau permettra de compléter le soutien fourni au titre du PDRCIU à la DRSA et à la station de recherche de l'ISAR dans l'Umutara, ce qui permettra au personnel de recherche de l'ISAR de participer aux travaux menés conjointement sur le terrain avec la DRSA dans la totalité des districts relevant du projet et d'entreprendre d'autres enquêtes et travaux de recherche adaptative sur l'ensemble de la province.

36. **Services de production agricole.** Le projet: i) financera l'expansion des activités actuellement menées par une ONG nationale à l'appui des groupements d'agriculteurs et des groupes de femmes pour la production, la multiplication et la commercialisation de semences améliorées; ii) financera l'introduction dans l'Umutara de mesures de contrôle de la qualité et de certification des semences par le Service national semencier, de manière à toucher les centres de multiplication de semences financés



par le PDRCIU dans l'Umutara; et iii) distribuera des lots de relance de la production agricole (semences améliorées, engrais, plants d'essences forestières) à 7 000 ménages vulnérables.

37. **Services de santé et de production animales.** Un programme paravétérinaire privé, financé par le PDRCIU, sera étendu à l'ensemble de la province. Le projet formera du personnel vétérinaire villageois (féminin dans le cas du petit bétail, masculin dans celui des bovins) et appuiera la mise en place d'un fonds de roulement pour l'achat, par ce personnel, de vaccins et de produits consommables; ce fonds et les stocks de produits seront gérés par le projet. On renforcera les moyens dont disposent les services vétérinaires de la DRSA dans la province pour contrôler efficacement la situation sanitaire du bétail. Des technologies améliorées de production et de conservation du fourrage, de gestion des pâturages et de zootechnie feront l'objet de discussions avec les éleveurs dans le contexte du Plan de gestion participative des parcours. Les éleveurs seront associés à la mise en place de systèmes améliorés d'abreuvement du bétail fondés sur la disponibilité de ressources fourragères sur les terres de parcours. Enfin, le projet construira deux installations pilotes de petite dimension pour des marchés au bétail dans les districts relevant de la zone du projet jumeau.

38. **Foresterie.** Le projet appuiera un programme de développement forestier consistant: i) à financer la plantation de 1 200 ha de parcelles boisées et la distribution de plants aux ménages vulnérables, qui pourront ainsi planter l'équivalent de 700 ha; et ii) à dispenser une formation et un appui aux fins de la création de pépinières privées pour accompagner l'expansion du marché des plants et répondre à la demande entraînée par le financement de la plantation d'arbres dans le cadre du projet.

Services financiers en milieu rural

39. Le projet apportera un appui au développement de services financiers viables en milieu rural au niveau des communautés, selon le schéma adopté pour le PDRCIU. Il financera les services d'une ONG nationale spécialisée dans la fourniture de services consultatifs à des groupes locaux à caractère non officiel désireux de créer une caisse d'épargne et de crédit. Des subventions d'accompagnement équivalant aux montants déposés sur un compte bancaire par des participants à un fonds renouvelable de groupe (FRG) seront accordées par le projet de manière à accélérer la capitalisation des FRG et à encourager les dépôts en espèces. Les FRG accorderont des crédits à court terme aux membres solvables des groupes, sans mettre de conditions à leur utilisation. En temps utile, les FRG seront encouragés à diversifier les produits proposés à leurs membres, à fixer eux-mêmes les taux d'intérêt et à nouer des liens avec les institutions financières officielles mises en place dans le cadre du projet. Les conseillers financiers fourniront des avis aux comités de gestion des FRG en ce qui concerne la tenue et la vérification des comptes. L'ONG spécialisée qui fournira des services financiers consultatifs sera supervisée par la BDR, laquelle s'est déclarée intéressée à participer à l'initiative du FIDA dans le cadre du mandat élargi que lui a récemment assigné le gouvernement.

40. Le projet mettra en outre des subventions d'accompagnement distinctes à la disposition de groupes féminins pour des projets de petite dimension générateurs de revenus, qu'ils auront proposés. Ces groupes seront encouragés à mettre en place des fonds pour le financement des investissements féminins en versant 50% du coût de l'outillage, des équipements et autres actifs nécessaires à la mise en œuvre de ces initiatives. À concurrence d'un maximum de 2 000 USD (3 000 USD dans le cas des fonds constitués par des femmes membres de différentes cellules), le projet versera une subvention en capital d'un montant équivalant à ce dépôt. Les conseillers financiers évalueront la faisabilité des projets qui auront été proposés par les fonds pour les investissements féminins et que la BDR aura approuvés.



41. Au titre de cette composante, le projet jumeau mettra en outre à la disposition de la BDR une ligne de crédit destinée à permettre à celle-ci de développer ses opérations en faveur de petites et moyennes entreprises dans l'Umutara et de financer des projets susceptibles de se traduire, directement ou indirectement, par des emplois supplémentaires pour le groupe cible du FIDA.

Appui à la gestion du projet

42. **Unité de coordination du projet (UCP).** Le projet apportera des moyens renforcés à l'UCP créée dans le cadre du PDRCIU pour lui permettre de s'acquitter de son volume d'activité accru. Les missions essentielles de l'UCP seront les mêmes que celles envisagées dans le cadre du PDRCIU, à savoir: i) gérer les fonds du projet; ii) passer des contrats avec les prestataires de services pour l'exécution des composantes du projet; et iii) suivre les performances des prestataires de services et évaluer les résultats de leurs activités. L'UCP fournira également un certain nombre de biens et services requis par les prestataires pour honorer leurs obligations contractuelles, et elle organisera des examens portant sur les activités liées au projet, des ateliers participatifs d'évaluation des performances et des audits du projet.

43. **Durée du projet.** À la différence du PDRCIU, qui est financé au moyen d'un mécanisme flexible de financement d'une durée de dix ans, le projet jumeau durera cinq ans et s'achèvera en même temps que la phase 2 du PDRCIU. À ce moment-là, la mission conjointe FIDA-gouvernement évaluera l'état d'avancement de chaque composante ainsi que les éventuels problèmes d'exécution auxquels pourraient donner lieu les dispositions adoptées en matière de gestion; en fonction de la situation concernant les décaissements au titre des deux projets, il sera ou non décidé de fusionner les deux zones de projet en vue de la troisième phase du PDRCIU, ou d'accorder un nouveau prêt pour permettre la poursuite des opérations dans la zone du projet jumeau. Dans la pratique, donc, les activités entreprises dans la zone du projet se dérouleront dans le cadre de l'exécution normale du projet jumeau pendant cinq ans, après quoi elles relèveront d'une structure de prêt souple applicable à l'ensemble de la zone de projet consolidée.

D. Coûts et financement du projet

44. Le coût total du projet est estimé à 24,2 millions de USD (10,9 milliards de RWF), y compris les provisions pour aléas d'exécution et aléas financiers. Le résumé des coûts du projet par composante est présenté dans le tableau 1. Les dépenses en devises représentent 44% du coût total.

TABLEAU 1 - RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROJET^a
(en milliers de USD)

Composante	Monnaie locale	Devises	Total	% en devises	% des coûts de base
A. Renforcement des capacités					
Développement communautaire	1 125,9	1 697,6	2 823,6	60	13
Promotion féminine	605,5	74,7	680,2	11	3
Total partiel	1 731,4	1 772,3	3 503,7	51	16
B. Développement des infrastructures rurales					
Approvisionnement en eau	2 103,0	5 893,9	7 996,9	74	37
Routes de desserte	1 914,0	658,0	2 572,0	26	12
Total partiel	4 017,0	6 551,9	10 568,9	62	49
C. Appui aux investissements au niveau des exploitations					
Services consultatifs techniques	666,4	420,4	1 086,8	39	5
Services de production agricole	1 004,7	95,7	1 100,5	9	5
Services de santé et de production animales	210,3	104,8	315,0	33	1
Foresterie	366,0	-	366,0	-	2
Total partiel	2 247,4	620,9	2 868,2	22	13
D. Services financiers en milieu rural	3 339,2	150,0	3 489,2	4	16
E. Appui à la gestion du projet	715,7	367,4	1 083,1	34	5
Total des coûts de base	12 050,7	9 462,5	21 513,2	44	100
Provision pour aléas d'exécution	558,0	653,1	1 231,1	55	6
Provision pour aléas financiers	912,8	572,6	1 485,5	39	7
Total des coûts du projet	13 521,5	10 708,2	24 229,7	44	113

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres

45. Le projet sera cofinancé par le FIDA, le Fonds de l'OPEP, le Gouvernement rwandais, un certain nombre d'ONG internationales et les bénéficiaires. Le FIDA accordera un prêt de 12,0 millions de USD (50% du coût total du projet), le Fonds de l'OPEP apportera 8,0 millions de USD (33%), les ONG internationales 534 900 USD (2%), le gouvernement 2,5 millions de USD (10%) et les bénéficiaires 1,2 million de USD (5%). À la remise du rapport d'évaluation prospective, les ONG internationales signeront une lettre d'intention confirmant leur contribution. Le plan de financement proposé figure au tableau 2.

TABLEAU 2 - PLAN DE FINANCEMENT^a
(en milliers de USD)

Composante	FIDA		Fonds de l'OPEP		ONG internationales		Bénéficiaires		Gouvernement		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxes)	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
A. Renforcement des capacités															
Développement communautaire	2 360,3	76,3	-	-	534,9	17,3	-	-	198,2	6,4	3 093,4	12,8	1 815,0	1 080,2	198,2
Promotion féminine	654,2	86,0	-	-	-	-	-	-	106,8	14,0	761,0	3,1	81,1	573,1	106,8
Total partiel	3 014,5	78,2	-	-	534,9	13,9	-	-	305,0	7,9	3 854,4	15,9	1 896,1	1 653,3	305,0
B. Développement des infrastructures rurales															
Approvisionnement en eau	2 338,4	25,0	5 428,2	58,1	-	-	179,3	1,9	1 394,9	14,9	9 340,9	38,6	6 859,7	1 086,2	1 394,9
Routes de desserte	-	-	2 571,5	85,1	-	-	-	-	450,1	14,9	3 021,6	12,5	755,1	1 816,4	450,1
Total partiel	2 338,4	18,9	7 999,7	64,7	-	-	179,3	1,5	1 845,1	14,9	12 362,5	51,0	7 614,9	2 902,6	1 845,1
C. Appui aux investissements au niveau des exploitations															
Services consultatifs techniques	1 082,2	91,8	-	-	-	-	-	-	97,3	8,2	1 179,5	4,9	435,8	646,4	97,3
Services de production agricole	1 191,0	97,1	-	-	-	-	-	-	35,4	2,9	1 226,4	5,1	101,4	1 089,5	35,4
Services de santé et de production animales	307,9	88,2	-	-	-	-	-	-	41,0	11,8	349,0	1,4	111,1	196,8	41,0
Foresterie	412,4	97,7	-	-	-	-	-	-	9,6	2,3	422,1	1,7	-	412,4	9,6
Total partiel	2 993,6	94,2	-	-	-	-	-	-	183,3	5,8	3 176,9	13,1	648,4	2 345,2	183,3
D. Services financiers en milieu rural	2 545,3	70,3	-	-	-	-	1 000,0	27,6	74,8	2,1	3 620,1	14,9	157,0	3 388,3	74,8
E. Appui à la gestion du projet	1 104,9	90,9	-	-	-	-	-	-	110,9	9,1	1 215,9	5,0	391,9	713,1	110,9
Décaissement total	11 996,7	49,5	7 999,7	33,0	534,9	2,2	1 179,3	4,9	2 519,1	10,4	24 229,7	100,0	10 708,2	11 002,4	2 519,1

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.



E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes

46. **Passation des marchés.** La responsabilité générale de la passation des marchés concernant les prestations de services et l'achat des autres biens et services requis incombera à l'UCP. Les procédures suivies seront conformes aux directives du FIDA en la matière. Les marchés de travaux de génie civil portant sur la construction de réseaux d'adduction d'eau et les marchés relatifs à l'achat des véhicules et des équipements seront passés par voie d'appel à la concurrence internationale. Dans la mesure du possible, l'achat de véhicules et de matériel se fera par lots de manière à obtenir les meilleurs prix possibles. Les contrats intéressant les ONG nationales et les marchés relatifs à la construction de bâtiments, à l'achat d'intrants (semences et engrais) et au recrutement du personnel du projet seront passés par appel à la concurrence nationale. Le recrutement des consultants/firmes d'ingénieurs-conseils aux niveaux international et local se fera conformément aux procédures de l'institution coopérante.

47. **Décaissements.** L'UCP ouvrira et tiendra un compte spécial en dollars des États-Unis auprès de la Banque centrale du Rwanda, conformément aux directives du FIDA. Le crédit autorisé est de 800 000 USD. À la demande des signataires désignés par le gouvernement, le FIDA déposera un montant de 800 000 USD sur le compte spécial. Toutes les dépenses inférieures à 20 000 USD seront réglées par prélèvement sur le compte spécial. Les dépenses dépassant cette somme pourront être réglées par prélèvement sur le compte spécial ou par versement direct du FIDA. Les dépenses devront donner lieu à la présentation de pièces justificatives complètes, à l'exception de celles qui ne dépasseront pas 20 000 USD, pour lesquelles un état de dépenses sera utilisé. Tous les documents présentés aux fins de remboursement seront examinés par le cabinet d'experts comptables recruté par l'unité d'exécution et de facilitation du projet avant d'être soumis au gouvernement; des exemplaires en seront conservés au bureau de ladite unité et seront tenus à la disposition des commissaires aux comptes et des missions de supervision du FIDA. Le gouvernement ouvrira auprès de la Banque centrale du Rwanda un compte du projet sur lequel il déposera un montant en francs rwandais équivalant à 500 000 USD et représentant le montant annuel moyen de sa contribution sous forme de taxes. Le gouvernement exonérera de droits et taxes la totalité des biens importés et il veillera au paiement de la TVA et de toutes les prestations sociales par prélèvement sur le compte des fonds de contrepartie. Le personnel salarié sera assujéti à l'impôt sur le revenu en vertu de la législation rwandaise applicable.

48. **Comptabilité, rapports et vérification des comptes.** Le contrôleur financier sera responsable de la tenue des comptes du projet conformément aux pratiques établies agréées par le FIDA. Il remettra des rapports financiers semestriels et annuels. Les comptes du projet seront soumis à une vérification annuelle indépendante. Les commissaires aux comptes, recrutés par l'UCP, certifieront la sincérité des comptes et joindront à leur rapport un avis distinct sur les états de dépenses et l'utilisation du compte spécial et des comptes du projet.

49. Tous les documents présentés par les prestataires de services en vue d'obtenir un paiement de l'UCP seront examinés par le contrôleur financier de l'UCP et vérifiés par les consultants en services de gestion avant d'être soumis au FIDA et à l'institution coopérante. Dans les trois mois suivant la clôture de l'exercice financier du projet, le coordonnateur du projet présentera aux commissaires aux comptes un état annuel des sources et emplois de fonds concernant les dépenses du projet. Dans les six mois suivant la clôture de l'exercice, il présentera le rapport des commissaires aux comptes au Ministère des finances et de la planification économique et au FIDA.

F. Organisation et gestion

50. L'UCP ne gèrera pas les activités spécifiques du projet mais fournira des biens et des financements aux prestataires de services dans le cadre de contrats renouvelables, contrôlera leurs performances, les conseillera et les aidera à résoudre les problèmes et coordonnera leur évaluation par les utilisateurs finals. L'UCP sera assistée dans ses tâches par deux comités directeurs, l'un au niveau national et l'autre au niveau provincial. Les comités directeurs comprendront parmi leurs membres des représentants des ONG prestataires de services et des bénéficiaires du projet. Le Ministère des finances et de la planification économique sera l'organe d'exécution du projet. Chaque prestataire de services signera un accord avec l'UCP par lequel il s'engagera à assurer les services spécifiques envisagés dans le cadre du projet. Les accords seront négociés pour une durée de trois ans. Chaque année, un contrat de prestations de services spécifiques sera négocié sur la base des plans de travail et budgets annuels des différents prestataires. Le renouvellement des contrats sera subordonné à l'accomplissement satisfaisant de leurs performances par les prestataires de services conformément aux budgets et plans de travail annuels, vérifiés lors des ateliers annuels d'évaluation participative des performances, ateliers à l'occasion desquels les destinataires des services pourront faire connaître leurs observations.

G. Justification économique

51. **Avantages et bénéficiaires.** Le projet jumeau engendrera des avantages à la fois matériels et immatériels. La bonne gouvernance, qui est l'avantage le plus important du projet, relève de la seconde catégorie. Les activités de développement institutionnel et l'approche du projet susciteront un changement d'attitude en matière d'organisation à tous les échelons de l'administration publique ainsi que dans l'ensemble de la population. Ce processus conduira à un resserrement des liens entre la population et l'administration publique, mettra à la disposition de celle-ci des moyens et de nouvelles méthodes de travail, accélérera la réconciliation sociale et soudera l'unité nationale.

52. La sous-composante du projet portant sur l'approvisionnement en eau des ménages profitera à quelque 20 000 personnes dont la santé sera améliorée et qui ne devront plus consacrer autant de temps aux corvées d'eau. Les avantages résultant de la sous-composante routes de desserte satisferont environ 10 000 ménages, qui profiteront des coûts moindres des déplacements et du transport des marchandises, des équipements, des intrants et des produits, ainsi que de l'amélioration de la circulation de l'information. Ces avantages contribueront à atténuer l'impact des défaillances du marché dans la zone du projet. L'appui apporté à la mise en place de points d'eau pour le bétail profitera à environ 15 000 ménages d'éleveurs, y compris les pasteurs et les ménages pratiquant une agriculture mixte. L'impact sur l'état des troupeaux et des pâturages devrait être considérable.

53. Les avantages résultant de la sous-composante services consultatifs techniques concerneront tous les agriculteurs désireux de s'associer au processus de diagnostic participatif et de mettre à l'essai et d'adopter des innovations conçues pour résoudre les problèmes identifiés de concert avec les chercheurs et les vulgarisateurs. Ces processus devraient relever le niveau de l'utilisation d'intrants en culture non irriguée, entraîner l'utilisation généralisée de pratiques de conservation des sols et introduire des méthodes plus productives de conduite des élevages. Les avantages apportés par les centres de multiplication des semences toucheront progressivement jusqu'à plus de 5 000 ménages de cultivateurs, qui pourront enregistrer des gains de rendement de l'ordre de 50%, ce qui stimulera la production vivrière et favorisera la sécurité alimentaire des familles. La distribution de paquets destinés à relancer la production agricole renforcera le potentiel de 7 000 ménages vulnérables, ce qui leur permettra d'accroître la production dans une proportion suffisante pour continuer à utiliser durablement une partie au moins des intrants.



54. La sous-composante services de santé animale profitera à tous les propriétaires de bétail de la zone du projet – soit environ 18 000 ménages en tout, y compris les ménages de pasteurs et ceux qui pratiquent une agriculture mixte dans les nouveaux districts. La couverture du petit bétail par le programme de services paravétérinaires profitera aussi à un grand nombre de ménages dont l'activité dominante est l'agriculture, et en particulier aux femmes. La sous-composante foresterie contribuera à atténuer la pénurie de plus en plus aiguë de bois de chauffe et de construction, tout en permettant aux ménages vulnérables de se procurer un complément de ressources et aux districts d'engranger des recettes nettes supplémentaires appréciables.

55. Le mécanisme des FRG permettra aux agriculteurs de créer leur propre système de crédit et d'assurer la croissance de celui-ci sur une base solide. Les fonds de roulement contribueront à la prise en charge du coût du stockage des denrées agricoles et à l'amélioration de leur commercialisation (et, partant, au renforcement du pouvoir de négociation des agriculteurs vis-à-vis des négociants) et de l'achat des intrants agricoles. Le guichet prévu pour les investissements féminins permettra aux groupes de femmes pauvres d'acheter du petit matériel pour des projets générateurs de revenus, en particulier des minoteries, ce qui se traduira par un profit financier pour les membres de ces groupes et allégera la charge de travail des clientes des minoteries. La ligne de crédit accordée à la BDR facilitera la mise sur pied de nouvelles entreprises privées dans la province et donnera au groupe cible du FIDA, tant dans la zone du PDRCIU que dans celle du nouveau projet, l'accès à de nouvelles possibilités d'emploi.

H. Risques

56. Les risques que les performances attendues du projet ne soient pas optimales seront fonction: i) de l'efficacité des activités de développement institutionnel pour ce qui est du fonctionnement des arrangements envisagés en matière d'organisation et de gestion; ii) de la réaction de la population face au défi que représente l'adoption de nouvelles technologies agricoles et pastorales orientées vers la préservation de l'environnement; iii) de l'aptitude des associations d'usagers à honorer leurs engagements, s'agissant d'entretenir les infrastructures qui leur auront été confiées; iv) de la capacité et de la bonne volonté de la population pour ce qui est de mobiliser des ressources et de devenir des partenaires du projet dans le cadre du mécanisme des subventions de contrepartie et d'assurer la viabilité des fonds de roulement et leur croissance grâce à la mobilisation de leur propre épargne; v) du consentement de l'administration publique à appliquer en pratique et au fil des ans la politique des accords de services renouvelables; et vi) de la capacité de l'UCP à administrer le projet de manière efficace. Le projet est conçu de façon à atténuer ces risques autant que faire se pourra. Des renseignements plus détaillés sont fournis dans les sections pertinentes du document principal.

I. Impact sur l'environnement

57. Les projets réalisés dans l'Umutara font partie de la catégorie A du point de vue des risques pesant sur l'environnement. Le risque est moindre dans la zone du projet jumeau que dans celle du PDRCIU. Néanmoins, une importance égale est apportée à l'environnement dans la conception de ces deux projets.

J. Aspects novateurs

58. La conception du projet s'articule autour d'une approche novatrice de l'organisation et de la gestion des projets qui est fondée sur le développement des institutions de base et sur le principe de la subsidiarité pour l'affectation des ressources et la répartition des responsabilités. Le projet fait en outre une distinction entre les différents éléments des prestations de services: planification, réglementation, fourniture et financement. Plus précisément, le projet vise à susciter des changements majeurs de mentalité au sein de l'administration publique et des organisations populaires en accordant une place importante à la formation et au renforcement des capacités.

TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ

59. Un accord de prêt entre la République rwandaise et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de prêt négocié est joint en annexe.

60. La République rwandaise est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.

61. Il m'est acquis que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION

62. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République rwandaise un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à neuf millions quatre cent mille droits de tirage spéciaux (9 400 000 DTS) venant à échéance le 15 septembre 2041 et avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président
Lennart Båge

RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ

(Négociations conclues le 8 novembre 2001)

1. Le Gouvernement de la République rwandaise (le Gouvernement) met à la disposition du Ministère des finances et de la planification économique (l'Agent principal du projet) les fonds du prêt conformément aux dispositions des programmes de travail et budget annuels (PTBA) et les procédures nationales habituelles pour l'assistance au développement aux fins d'exécuter le projet.
2. Le Gouvernement met, également, à la disposition de l'Agent principal du projet au cours de la période d'exécution du projet, des fonds de contrepartie provenant de ses ressources propres conformément à ses procédures nationales habituelles en matière d'assistance au développement. À cet effet, le Gouvernement effectue trimestriellement sur le compte de projet un dépôt des fonds représentant sa contrepartie, hors les droits de douanes sur les biens importés. Le premier dépôt s'élèvera à la somme en FRW équivalant à 125 000 USD. Le Gouvernement reconstituera trimestriellement le compte de projet en y déposant les fonds de contrepartie tels qu'ils seront prévus dans le PTBA relatif à l'année du projet considérée. Les fonds de contrepartie seront inscrits au Programme d'investissement public (PIP). Le Gouvernement s'assure, par ailleurs, que les fonds provenant du prêt du Fonds de l'OPEP sont mis à la disposition de l'Agent principal du projet conformément aux dispositions des PTBA.
3. L'ensemble des prestataires de services sera responsable pour délivrer les biens et services, nécessaires à l'exécution des activités du projet, aux groupements de bénéficiaires ainsi qu'aux unités décentralisées des administrations publiques. Chacune des sous-composantes mobilisera des prestataires de services, lesquels pourront intervenir au titre de plusieurs sous-composantes. Les unités décentralisées au niveau des provinces des Ministères chargés de l'eau, des travaux publics, de la promotion de la femme, de l'agriculture et de l'environnement, l'ISAR et la Commission nationale pour l'unité et la réconciliation (CNUR) auront des responsabilités particulières en matière de délivrance de services dans chacune des sous-composantes. Les ONG internationales et les ONG nationales joueront, selon leur spécialisation, un rôle précis en qualité de prestataires de services dans les différentes composantes. En outre, les ONG internationales se verront confier la responsabilité de dispenser une formation et de fournir une assistance à l'exécution des activités auprès de l'administration publique, des membres des Comités de développement communautaire (CDC) et des ONG nationales qui fourniront directement leurs services aux CDC, aux groupements locaux et aux associations.
4. Chacun des prestataires de services négociera avec l'UCP une convention cadre de trois ans et un contrat annuel relatif aux services devant être fournis en vertu du PTBA de l'année considérée. Les prestataires devront présenter leurs propres propositions sur la façon d'exécuter les activités qui leur sont assignées plutôt que d'attendre que l'UCP établisse leur plan de travail. Au cours des négociations, l'UCP homologuera les activités présentées dans les plans de travail et pour lesquelles un financement est sollicité. Les performances de chacun des prestataires seront évaluées annuellement au cours des ateliers d'évaluation participative. Si les performances d'un prestataire sont jugées faibles, à l'issue de cette évaluation, le contrat pourra ne pas être renouvelé en tout ou partie et les ressources pourront être allouées à d'autres prestataires.



ANNEXE

5. Afin de maintenir de saines pratiques environnementales telles que prévues à la Section 7.15 (Protection de l'environnement) des Conditions générales, le Gouvernement prend, dans le cadre du projet, les mesures nécessaires en matière de gestion des pesticides et, à cette fin, veille à ce que les pesticides fournis dans le cadre du projet ne comprennent aucun pesticide soit interdit par le Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et ses avenants, soit visé aux tableaux 1 (très dangereux) et 2 (dangereux) de la "Recommended Classification of Pesticides by Hazard and Guidelines to Classification 1996-1997" de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), et ses avenants.
6. L'UCP, par le biais des services de consultants si nécessaire, et les ONG internationales assureront le suivi des principaux prestataires de services dans la mise en œuvre de leurs responsabilités. Le suivi accordera une attention particulière au planning, à la budgétisation annuelle et aux modalités d'exécution des activités, adoptés par les prestataires de services.
7. Le Gouvernement s'engage à faire parvenir au FIDA une lettre officielle au terme de laquelle il prend l'engagement d'exonérer le projet de tout impôt, taxe et droit divers grevant les importations de biens et services. La taxe sur la valeur ajoutée sera prise en charge par le Gouvernement à partir des fonds de contrepartie. Le salarié est responsable du paiement de l'impôt sur le revenu dont il serait redevable selon la législation en vigueur sur le territoire de la République rwandaise.
8. Le Gouvernement assure le personnel du projet contre les risques de maladie et d'accident selon la réglementation en vigueur sur son territoire.
9. Le projet se propose de favoriser la promotion de la femme par des actions spécifiques telles que la construction du centre de femmes, le programme d'alphabétisation fonctionnelle, les aménagements d'eau potable susceptibles de diminuer considérablement la charge de travail liée à la collecte de l'eau.
10. L'intégration des femmes dans les processus économiques sera fortement soutenue par le projet et devra aboutir à une participation et une représentation au sein des différents comités significatives, un accès égal aux mêmes facilités que les hommes en matière d'emploi dans le cadre des investissements de districts.
11. Le recrutement des cadres de l'UCP se fera selon des critères de compétitions qui incluront aussi bien le secteur public que le secteur privé.
12. Le Gouvernement s'engage à payer le montant des fonds représentant sa contrepartie au début de chaque trimestre.
13. Les conditions suivantes sont spécifiées comme conditions préalables aux décaissements des fonds du prêt:
 - a) un Compte spécial n'ait été ouvert auprès de la Banque nationale du Rwanda (BNR) ou de tout autre établissement bancaire acceptable pour le FIDA et que les signataires autorisés n'aient été nommés;
 - b) les fonds de contrepartie nécessaires pour financer le premier PTBA aient été inclus dans le vote du budget, et la somme en FRW équivalant à 125 000 USD et correspondant aux 3 premiers mois de dépenses n'ait été déposée sur le compte de projet; et
 - c) l'accord cadre conclut entre le Gouvernement et le consortium dans le cadre du PDRCIU a été étendu à la zone du projet.



ANNEXE

14. Les conditions suivantes sont spécifiées comme conditions préalables à l'entrée en vigueur de l'accord de prêt:

- a) les mandats du Comité politique de pilotage du projet (CPPP) et du Comité provincial de pilotage (CPP) du PDRCIU ont été étendus afin de couvrir la zone du projet jumeau;
- b) le Gouvernement a confirmé le recrutement du coordinateur adjoint et de l'expert en développement communautaire travaillant actuellement avec l'UCP; et
- c) un avis juridique favorable, délivré par le Ministère chargé de la justice ou toute autre autorité légalement investie de ce pouvoir concernant les éléments cités à la section 7.02 et acceptable tant en la forme que sur le fond a été remis par le Gouvernement au FIDA.

APPENDIX I

COUNTRY DATA

RWANDA

Land area (km² thousand) 1997 1/	25	GNI per capita (USD) 1999 4/	250
Total population (million) 1999 4/	8.3	Average annual real rate of growth of GNP per capita, 1990-98 2/	-4.3
Population density (people per km²) 1998 1/	329	Average annual rate of inflation, 1990-98 2/	18.1
Local currency	Rwanda Franc (RWF)	Exchange rate: USD 1 =	RWF 0.0022
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate) 1980-98 1/	2.5	GDP (USD million) 1999 4/	1 956
Crude birth rate (per thousand people) 1998 1/	46	Average annual rate of growth of GDP 1/	
Crude death rate (per thousand people) 1998 1/	21	1980-90	2.2
Infant mortality rate (per thousand live births) 1998 1/	123	1990-98	-3.2
Life expectancy at birth (years) 1998 1/	41	Sectoral distribution of GDP, 1998 1/	
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	n.a.	% agriculture	47
Poor as % of total rural population 1/	n.a.	% industry	21
Total labour force (million) 1998 1/	4.4	% manufacturing	13
Female labour force as % of total, 1998 1/	49	% services	31
Education		Consumption, 1998 1/	
Primary school gross enrolment (% of relevant age group) 1997 1/	n.a.	General government consumption (as % of GDP)	12
Adult literacy rate (% age 15 and above) 1998 3/	64	Private consumption (as % of GDP)	90
Nutrition		Gross domestic savings (as % of GDP)	
Daily calorie supply per capita, 1997 3/	2 056	-2	
Prevalence of child malnutrition (height for age % of children under 5) 1992-98 1/	49	Balance of Payments (USD million)	
Prevalence of child malnutrition (weight for age % of children under 5) 1992-98 1/	29	Merchandise exports, 1998 1/	65
Health		Merchandise imports, 1998 1/	263
Health expenditure, total (as % of GDP) 1990-98 1/	n.a.	Balance of merchandise trade	-198
Physicians (per thousand people) 1990-98 1/	0.04	Current account balances (USD million)	
Percentage population without access to safe water 1990-98 3/	21	before official transfers, 1998 1/	-379
Percentage population without access to health services 1981-93 3/	n.a.	after official transfers, 1998 1/	-143
Percentage population without access to sanitation 1990-98 3/	n.a.	Foreign direct investment, 1998 1/	7
Agriculture and Food		Government Finance	
Food imports as percentage of total merchandise imports 1998 1/	n.a.	Overall budget surplus/deficit (including grants) (as % of GDP) 1997 1/	n.a.
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 1995-97 1/	4	Total expenditure (% of GDP) 1997 1/	n.a.
Food production index (1989-91=100) 1996-98 1/	79.1	Total external debt (USD million) 1998 1/	1 226
Land Use		Present value of debt (as % of GNP) 1998 1/	34
Arable land as % of land area, 1997 1/	34.5	Total debt service (% of exports of goods and services) 1998 1/	16.9
Forest area (km ² thousand) 1995 1/	3	Nominal lending rate of banks, 1998 1/	
Forest area as % of total land area, 1995 1/	10.1	n.a.	
Irrigated land as % of cropland, 1995-97 1/	0.3	Nominal deposit rate of banks, 1998 1/	
		8.5	

n.a. not available.

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Report*, 20002/ World Bank, *Atlas*, 20003/ UNDP, *Human Development Report*, 20004/ World Bank, *World Development Indicators database*, 2001

PREVIOUS IFAD LOANS AND GRANTS TO RWANDA

Project Name	Initiating	Cooperating	Lending	Board	Loan	Current	Loan/Grant	Denominated	Approval	Disbursement
	Institution	Institution	Terms	Approval	Effectiveness	Closing Date	Acronym	Currency	Loan/Grant Amount	(as % of approved amount)
Byumba Rural Development Project	IFAD	AfDB	HC	17 Dec 81	1 Apr 83	30 Jun 90	L - I - 79 - RW	SDR	9 080 000	99%
Birunga Maize Project	IFAD	World Bank: IDA	HC	11 Sep 84	9 Oct 85	31 Dec 98	G - I - 86 - RW	SDR	920 000	100%
Gikongoro Agricultural Development Project	IFAD	World Bank: IDA	HC	30 Nov 88	22 Dec 89	30 Jun 01	L - I - 150 - RW	SDR	3 750 000	87%
Byumba Agricultural Development Project - Phase II	IFAD	AfDB	HC	1 Oct 90	5 Nov 91	31 May 01	L - I - 232 - RW	SDR	8 350 000	99%
Intensified Land-Use Management Project in the Buberuka Highlands	IFAD	UNOPS	HC	2 Dec 92	23 Jul 96	30 Jun 02	L - I - 264 - RW	SDR	6 350 000	73%
Rural Small and Microenterprise Promotion Project	IFAD	UNOPS	HC	17 Apr 96	2 Mar 98	30 Jun 02	L - I - 314 - RW	SDR	6 750 000	52%
Rwanda Returnees Rehabilitation Programme	IFAD	UNOPS	G	11 Sep 97	24 Oct 97	30 Jun 01	L - I - 411 - RW	SDR	3 750 000	52%
Umutara Community Resource and Infrastructure Development Project	IFAD	UNOPS	HC	4 May 00	5 Dec 00	30 Jun 11	G - I - 377 - RW	SDR	2 100 000	100%
							G - I - 45 - RW	USD	100 000	97%
							G - I - 96 RW	USD	100 000	91%
							L - I - 537	SDR	11 850 000	7%



LOGICAL FRAMEWORK

NARRATIVE SUMMARY	OBJECTIVELY VERIFIABLE INDICATORS	MEANS OF VERIFICATION	IMPORTANT ASSUMPTIONS
<p>Development Goal:</p> <p>To activate an equitable process of economic, human and institutional development consistent with sustainable mobilization and efficient use of human and natural resources throughout Umutara Province.</p> <p>Strategies:</p> <p>To support the Government's decentralization policy aimed at empowering local communities to plan and implement their own projects and to determine the plans of public services provided to them To build partnerships with communities based on sharing the cost of providing services to them To mobilize the local level of government to promote and support local communities in planning and implementing their own projects, and to encourage public service providers to plan and effectively provide services demanded by the communities To introduce mechanisms that improve the efficiency and transparency of service providers, and to make service providers accountable to end-users</p> <p>Expected Outcomes by component</p> <p><u>Community Development:</u> Most cell development committees in the province will be able to formulate cell development plans based on PRA methods, effectively promote GRFs and women group projects for WIF, and formulate annual cell Development Fund (DF) budgets eligible for project matching grants District and sector development committee members will participate in the work of task forces implementing project activities at their level Water committees will be established and functioning to manage domestic and animal water supplies, and collect resources to pay for maintenance and operation of the facilities Cell and sector development committees will levy a feeder-road maintenance tax to pay for village labour to clean ditches and culverts</p>	<p>Grass-roots and local government structures respond to communities' demands, become an effective channel between communities and private and public service providers Spontaneous creation of civil-society groups to achieve sustainable common objectives and mobilize their own resources to achieve priority common objectives Effective and transparent mechanisms are in place for government to support community initiatives, including sharing the cost of communities' priority projects The District Executive Committees and the deconcentrated units of the line ministries acting in the province have acquired skills to contract, fund and supervise the delivery of services to grass-roots organizations by private enterprises and NGOs Institutionalization of a participatory evaluation of the performance of public and private service providers, in which end-users play an important role</p> <p>Number of cell District Plans (DP) formulated Number of GRFs established Number of cell DFs adequately formulated Number of water users' committees (WUCs) and cattle water-point user associations (CWPUAs) formed Number of cells that levy road maintenance tax Number and quality of district task forces in operation</p> <p>Number and quality of Commission for National Unity and Reconciliation (CNUR) activities</p>	<p>Reports of PCU Evaluation Officer on the annual participatory sub-component evaluation workshops</p> <p><i>Ad hoc</i> PRA impact evaluation studies</p> <p>Records of farmers' suggestion boxes kept in each sector</p> <p>PCU progress reports</p> <p>Reports of IFAD supervision missions</p> <p>Joint IFAD/Government mid-term review and project completion reports</p> <p>For all sub-components:</p> <ul style="list-style-type: none"> • accounts of the participatory evaluation workshops • reports of the ad hoc project impact PRA studies • mid-term project review • reports of the community facilitators • reports of international NGOs <p>• CNUR reports</p> <p>• Environmental assessment studies of the Ministry of the Environment</p>	<p>Political stability through the project life</p> <p>Political support to strengthen grass-roots organizations in rural areas, civil-society organizations and NGOs</p> <p>The public administration officers:</p> <ul style="list-style-type: none"> • understand the distinction between planning, regulating, delivering and financing provision of services, and • accept the role of service providers submitted to the test of end-users' satisfaction with the quality of services rendered <p>The participatory sub-component evaluation workshops:</p> <ul style="list-style-type: none"> • are held regularly and effectively, and • recommendations are actually taken into account when renewing service agreements <p>People are willing to contribute their own savings and labour to finance their own projects</p> <p>People and administrators manage to overcome transfer-dependency culture</p> <p>Control of GRFs is effective and rigorous</p> <p>GRF members appreciate that having their own sustainable financial services system is more important than cashing in on short-term benefits of project matching grants.</p> <p>The PCU can recover matching grants disbursed to defaulting GRFs</p> <p>Technical support to design feasible income-</p>





NARRATIVE SUMMARY	OBJECTIVELY VERIFIABLE INDICATORS	MEANS OF VERIFICATION	IMPORTANT ASSUMPTIONS
<p>Improved social relations, reconciliation, and better feeling of national unity</p> <p>The environmental impact of project development activities kept under control</p> <p><u>Women in Development</u></p> <p>Women's halls constructed and active in all districts of the province Women participating actively in all project activities Women and minors who are heads of household have received functional literacy training Women have received training as paraveterinarians for small livestock Women's investment funds have been established, and related microprojects have been funded and are operational</p>	<p>Soil conservation practices introduced, crossing of animals into the Akagera park halted, cattle water supply developed in line with range carrying capacity, reduction in the number of cattle, etc.</p> <p>Percentage of women members in grass-root organizations and their management committees Number and quality of women's groups using the project financial facility, amount of savings mobilized Number of women and minors receiving functional literacy training Number and type of agro-processing equipment financed and impact on women's workload Percentage of women trained in functional literacy who retain their skills three years after training</p>	<p>Reports of the provincial officer of the Ministry of Gender Reports of the national NGO providing women-in-development (WID) services Reports of the international NGO backstopping the national NGO that provides functional literacy training</p> <p>Reports of the community facilitators Reports of the international NGO training and backstopping the national NGO providing community facilitator services</p>	<p>generating projects for women's groups is available from line ministry's deconcentrated offices, NGOs or from private professionals at a reasonable cost</p> <p>GRF members appreciate the role of external auditors and are ready to pay for this service</p>
<p><u>Crop Production:</u> Improved availability of good-quality seed, fertilizers and other inputs Impact of improved seeds on crop yields is regularly sampled All improved seeds produced in the province are certified by NSS inspector Significant expansion of the market of seeds sold under true labelling, and a price differential with respect to commercial grains that supports sustainable production</p> <p>7 000 vulnerable households are able to participate in cost-shared project activities on an equal basis with other members of the target group</p>	<p>Number and quality of annual DRSA and ISAR meetings for participatory diagnoses of farmers' problems Number and characteristics of farmer-innovators cooperating with DRSA and ISAR Qualitative assessment of the performance of the provincial technical advisory committee (TAC) and of the district technical task forces Number and typology of innovative technology tests on farmers' fields Number and nature of ISAR on-station research activities Quantity of improved seeds produced, certified and sold by seed multiplication centres Surveys of impact of improved seed and fertilizers on crop yields, on increased household food security and improved household nutritional security Price of certified seed Amount of seed centres revolving fund at the end of the project</p> <p>Impact of packages distributed on the production of beneficiary households Percent of vulnerable beneficiaries willing and able to purchase the same inputs at market prices</p>	<p>Reports of the DRSA Umutara TAC Reports of ISAR station manager Report of the international NGO providing training and backstopping Reports of the international research institutes backstopping ISAR Reports of the DRSA district level</p> <p>Reports of the NSS provincial seed certification office</p> <p>Input-distribution impact evaluation report</p> <p>Reports of the district and provincial forestry officers</p>	<p>Members of successful GRFs are willing to join with other GRFs to form rural financial service associations of the minimum size required for efficiently operation of a more diversified portfolio of products</p> <p>Herders will de-stock to the extent required to keep cattle numbers within the watering and grazing capacity of the project area, as negotiated during the formulation of the participatory range management plan</p>

NARRATIVE SUMMARY	OBJECTIVELY VERIFIABLE INDICATORS	MEANS OF VERIFICATION	IMPORTANT ASSUMPTIONS
<p>5</p> <p><u>Animal Health and Production:</u> Survey of fodder production of natural grazing grounds and indicative participatory range management plan Animal water points constructed consistently with fodder resources Significantly improved cattle and small livestock health conditions A network of farmer-nominated village paraveterinary technicians, including women, carry out preventive veterinary medicine for large and small livestock Livestock-owners pay the full cost of vaccinations through village paraveterinarians The DRSA properly handles the drug and vaccine revolving fund, improve the monitoring of the animal health situation Improved animal feeding: DRSA, ISAR and livestock-owners jointly test fodder production and conservation technologies and pasture improvement trials; livestock-owners adopt improved practices.</p> <p>Increased livestock production through breed improvement, introduced once animal health and feed supplies are under control</p> <p><u>Forestry:</u> Increased supply of wood in the project area Increased fruit production Improved revenue of districts</p> <p><u>Financial Services:</u> Short-term credit available for farmers to finance crops and purchase inputs Improved bargaining power of farmers vis-à-vis traders Increased input use</p> <p>Women's groups mobilize the women's investment window for sustainable income-generating activities Grain and cassava-milling services spread in the project area</p> <p>Improved performance of other service providers to support savings and credit groups not following the GRF pattern</p>	<p>Survival of trees planted by the beneficiary vulnerable households</p> <p>Survey data effectively collected, analysed and discussed with herders Range Management Plan (RMP) formulated Water-points constructed Standards of WUC operations and state of and repairs of the facilities Number of WUC not performing, cases of water supplies not working for lack of maintenance Spare pump parts in stock with private traders Number of cattle water-points turned over to CWPUEs Quality of performance of the CWPUEs State of maintenance of water-points Reduced occurrence of animal diseases Number of male paraveterinarians successfully operating Number of women paraveterinarians successfully operating Subsidy for drugs and vaccines abolished Amount of drug and vaccines revolving fund</p> <p>Seedlings sold by private nurseries Areas of local government plantation developed by districts Area of private tree plantations</p> <p>Qualitative and quantitative verification through PRA surveys</p> <p>Number of GRFs properly managed, amount of savings mobilized, number and performance of inventory credit schemes funded, amounts of credit for agricultural inputs, other purposes of borrowers, cases of loan delinquency and of suspension of matching grant disbursement.</p> <p>Number and quality of women's groups that have used the financial facility, amount of savings mobilized. Number, type and performance over time of income-generating projects funded under the scheme</p> <p>Number, quality of portfolio, savings mobilized and financial sustainability of microfinance groups established by other organizations</p>	<p>Survey data published annually by ISAR Indicative PRMP Reports of the DRSA veterinary officers Reports of the community facilitators Reports of the international NGOs</p> <p>PRA surveys contracted by the PCU from national specialists</p> <p>Report of international NGO backstopping the DRSA for livestock services</p> <p>Reports of the provincial and district forestry officers Report of international NGO backstopping the forestry development programme Separate financial accounts of commune plantations</p> <p>Reports of the fund advisors Reports of the international NGOs backstopping the fund advisor services Reports of the PCU financial advisor</p>	



NARRATIVE SUMMARY	OBJECTIVELY VERIFIABLE INDICATORS	MEANS OF VERIFICATION	IMPORTANT ASSUMPTIONS
<p>PROJECT OUTPUT</p> <p><u>Community Development:</u> Training of all Umutara provincial officers operating in the project area (Ministry of Gender, DRSA, MINERENA, Public Works), the ISAR station staff, the four Majors, and all members of the development committees of the four districts</p> <p>Training of all cell development committee members in the project approach and in PRA planning of priority community projects, promotion of GRFs and monitoring of eligibility conditions for receiving project matching grants, preparation of budgets for community development plans and cell DFs</p> <p>Assistance to farmers groups in establishing group organization, including water users groups and savings groups, electing group management committees, approving by-laws and internal procedures, etc.</p> <p>33 small offices built, one in each sector</p> <p>Four annual assessments of the environmental impact of project activities</p> <p>Vocational training of minor heads of households.</p> <p><u>Women in Development:</u> Training of provincial and district officers of the Ministry of Gender trained in WID, and backstopping of their activities Assistance to women's groups in establishing group organization, electing group management committees and managing group affairs Women's groups trained in household-management-related subjects Assistance to women's groups in planning, procurement and management of income-generating projects Effective demand among women for matching grants and training (including paraveterinarian programme) is actually satisfied Up to 3 000 illiterate women receive functional literacy training 4 district women's halls built</p> <p><u>Water Supply:</u> Expansion of four priority, piped water supplies for domestic users completed Full domestic water supply programme completed (OPEC Fund) Animal watering points programme completed after consistency with range management plan has been verified (rehabilitation of 30 valley dams, construction of 14</p>	<p>Number of people trained and quality of training offered</p> <p>Number of people trained and quality of training and backstopping services offered</p> <p>Number of groups established and quality of assistance</p> <p>Number and type of premises constructed</p> <p>Number of environmental assessment studies performed and quality of such studies</p> <p>Number of minors trained and who have subsequently found a job</p> <p>Number of people trained and quality of training and backstopping services offered</p> <p>Number of income-generating project groups established, by type of project and quality of training and other assistance</p> <p>Number of women participating in all project activities and assessment of their effectiveness WIF projects actually funded vs. demand</p> <p>Number of women receiving functional literacy training Number of halls constructed and equipped</p> <p>Domestic water supplies constructed and operational</p> <p>Number of animal water-points constructed Number of WUCs and CWPUAs established and trained, amounts of beneficiary contributions and maintenance funds paid</p> <p>Number and location of agents</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Progress reports of the PCU ▪ Reports of the PCU monitoring and evaluation officers ▪ Accounts of the meetings of the project policy steering committee ▪ Accounts of the meetings of the provincial steering committee ▪ Accounts of the participatory evaluation workshops ▪ Progress reports of the international and national NGOs ▪ Reports of the cooperating institution's supervision missions ▪ Reports of the IFAD supervision missions ▪ Reports of the mid-term review and project completion reports 	<ul style="list-style-type: none"> • All service providers take a proactive approach and show strong initiative to obtain project support, produce their proposed AWP&Bs in time and correctly so as to expedite negotiation of the service agreement, and the timely completion of the consolidated project AWP&B for submission to IFAD and the cooperating institution • IFAD and the cooperating institution take into account the project policy objectives and modus operandi described in the appraisal report and in the UCRIDP implementation guidelines during project supervision and carefully review the substance of expenditure proposals submitted by the PCU before issuing non-objection clearance • All progress reports are produced in time and all information requested is collected and adequately processed and analysed. • The PCU takes effective remedial action in case of inadequate delivery of project output by service providers



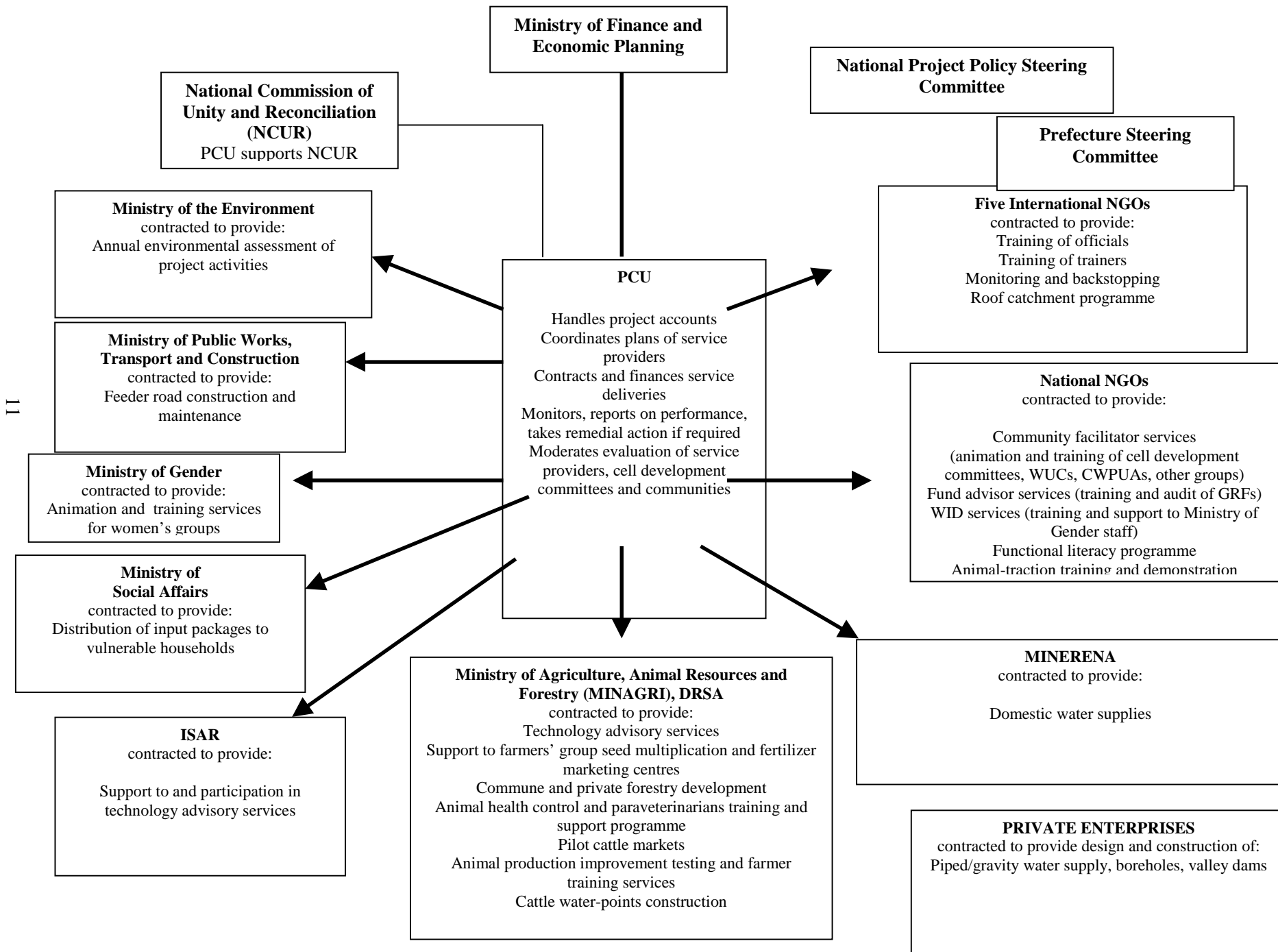
NARRATIVE SUMMARY	OBJECTIVELY VERIFIABLE INDICATORS	MEANS OF VERIFICATION	IMPORTANT ASSUMPTIONS
<p>additional valley dams, 69 boreholes with hand pumps) All WUCs (for domestic and animal supplies) established, training provided to run the facilities, users contribution and maintenance funds paid in Hand-pump supplier has established network of after-sale agents, keeping adequate stocks of spare parts Effective management arrangements in place for the public piped water system Water rates charged for piped domestic supplies fully cover operation and maintenance cost of facilities.</p> <p><u>Feeder Roads:</u> 177 km of feeder roads constructed or rehabilitated (OPEC Fund) Local (sector and cell) road maintenance tax</p> <p><u>Technology Advisory Services:</u> All district DRSA technicians and the third ISAR staff member trained in the method of participatory diagnosis of farmers' problems, identification of farmer-innovators and joint formulation and monitoring of on-field improved-technology testing with farmers Survey of rangelands' natural fodder production Participatory range management plan Joint field work of DRSA and ISAR officers with local innovative farmers</p> <p>Creation and utilization of the Geographic and Environmental Information Service (G&EIS)</p> <p><u>Crop Production:</u> Storage, drying areas and equipment for three seed multiplication centres provided Training and supervision of the three farmers' groups in seed multiplication, certification, true labelling, and assistance in seed marketing, Establishment of the Umutara Seed Inspection Office of the National Seed Service (NSS) Support for privatization of fodder-crop seed farms</p> <p>Distribution of 7 000 agricultural reactivation packages to vulnerable households</p> <p><u>Animal Health and Production Services:</u> All veterinary officers trained in the project paraveterinarians programme approach Up to 200 village paraveterinarians trained (including women) for small livestock treatment</p>	<p>Accounts of piped water supply organizations in Umutara</p> <p>Kilometres of feeder roads constructed Number of local governments that levy the road maintenance tax, transparent use of funds collected</p> <p>Number of technicians working for the project Number of people trained and quality of training Number of innovators identified, nature of innovations that qualify them Number of joint DRSA/ISAR/farmer meetings, by season, subjects discussed and farmers' reactions Annual reports on results of the survey of range fodder production Number and nature of on-farm technology tests carried out on-station and with innovators</p> <p>Maps produced and reports on use made of G&EIS maps by sector and district development committees</p> <p>Seed multiplication centres constructed and equipment supplied Number of farmers groups established, trained and initially backstopped Quantity of seed produced Quantity of seed certified and sold under true label Price of seed compared with grain prices Fodder-crop seed farms privatized, quantity of seed sold in a financially sustainable way Number of packages distributed, transparency of beneficiary selection, vulnerable households not receiving packages</p> <p>Number of men receiving paraveterinarian training and quality of training and backstopping services Number of women receiving paraveterinarian training for treatment of small livestock Accounts of the revolving fund and inventory of drugs, vaccines and consumables for paraveterinarians to buy Number and adequate design of tests carried out with farmers on fodder production and conservation</p>		

NARRATIVE SUMMARY	OBJECTIVELY VERIFIABLE INDICATORS	MEANS OF VERIFICATION	IMPORTANT ASSUMPTIONS
<p>A workable system to sell drugs, vaccines and related consumables to paraveterinarians On-farm testing of different technologies for fodder production and conservation Tests of pasture-improvement methods Two cattle markets constructed</p> <p><u>Forestry:</u> Follow up of 700 ha of trees planted by vulnerable households under the free package distribution program (10 ares each) 1 200 ha of district plantations in the new project area planted in accordance with the participatory forestry plan funded by the UCRIDP</p> <p><u>Financial Services:</u> Up to 100 GRFs established, adequately organized and structured, bank accounts opened and farmers' deposits made GRF managers trained in accounting and revolving fund management All GRF accounts audited annually Matching grants for 100 GRF revolving fund windows and 50 women's investment windows for a total of USD 1 million</p> <p>Pilot project to introduce savings and money management</p> <p>Rwanda Development Bank initiates lending operations in the province to support private enterprise that creates employment for IFAD target group</p>	<p>and pasture improvement Markets constructed, scales installed</p> <p>Trees planted by vulnerable households and report of trees surviving in vulnerable households' tree plots Hectares of district plantation established</p> <p>Number of fund advisors and quality of their performance Number of GRFs established and of GRF managers trained Amount of matching grants disbursed, typology of GRFs by size and structure and quality of portfolio Number of GRF accounts audited each year Number, type and financial sustainability of women's income-generating projects financed Successful testing of proposal in two secondary schools</p> <p>Number, size and nature of private projects funded, employment created (direct and indirect)</p>		
<p>Inputs</p> <p>The services of international NGOs to provide formal and on-the-job training of government staff, district officers, and national NGOs in the project approach and implementation of sub-components applying the project approach.</p> <p>Community facilitator services provided by national NGOs</p> <p>Women-in-development services provided by a national NGO</p> <p>Fund advisor services to be provided by a national NGO</p> <p>Specific technical advisory services provided by international consultants in survey data analysis, agricultural applied research and development programmes, including tsetse fly control, participatory diagnostic methodology of farmers' problems and identification of farmer-innovators, operation of the G&EIS</p> <p>Specific advice from international specialists, as required, to</p>	<p>AWP&B and progress reports of the PCU</p> <p>Service agreements with the international and national NGOs</p> <p>Procurement procedures and documentation of the PCU</p> <p>Disbursement of project funds (IFAD OPEC Fund, Government counterpart funds, accounts of the GRFs)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Progress reports of the PCU • Progress reports of service providers • On-the-Web reports of the FAIS • Reports of the PCU project evaluation officer • Reports of the cooperating institution's supervision missions • Reports of the IFAD supervision missions • Mid-term review and project completion reports 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Speed and efficiency of the cooperating institution ▪ Availability and timely release of Government counterpart funds ▪ International NGO financial support continues throughout the project life as required

NARRATIVE SUMMARY	OBJECTIVELY VERIFIABLE INDICATORS	MEANS OF VERIFICATION	IMPORTANT ASSUMPTIONS
<p>9 assist the Ministry of Local Government and the PCU in supporting the decentralization policy in the province, to backstop the promotion of local savings and loan associations, and to assist the Ministry of Energy, Water and Natural Resources (MINERENA) and the Umutara District to design a workable solution for managing piped water supplies.</p> <p>Scientific equipment and minor tools to undertake the envisaged surveys of range fodder production and other surveys as required, including funding of related national consultants and required casual labour</p> <p>Funding of all training activities envisaged, including functional literacy training for 3 000 women and minors who are heads of households</p> <p>Funding of all the civil works envisaged, including domestic water supplies, cattle water-points, sector offices, and women's hall buildings, furniture and equipment; feeder roads contracting and rehabilitation, storage, drying areas and equipment for three seed multiplication centres and two animal markets.</p> <p>Vehicles and related operating costs for the district development committees, the provincial Umutara inspector of the NSS, MINERENA, Ministry of Gender and Public Works units, and for the ISAR station</p> <p>Motorcycles for 12 district DRSA officers and 1 ISAR research officer, and related recurrent costs</p> <p>Allowances for government staff participating in project activities</p> <p>Recurrent costs for maintenance of public infrastructure, except for the water supply to be maintained with revenue from water fees</p> <p>The services of the ISAR Umutara agricultural research station, including technical backstopping from ISAR's headquarters</p> <p>7 000 agricultural-production reactivation packages comprising improved seed, fertilizers and tree seedlings</p> <p>Funds for establishing and maintaining 1 200 hectares of district plantations until the first exploitation cycle</p> <p>Matching grants for the GRF revolving fund and women's investment windows</p> <p>The services of a firm of national accountants to supervise</p>			

NARRATIVE SUMMARY	OBJECTIVELY VERIFIABLE INDICATORS	MEANS OF VERIFICATION	IMPORTANT ASSUMPTIONS
<p>the work of the fund advisors</p> <p>A line of credit of USD 450 000 and consultancy services (USD 50 000) for the Rwanda Development Bank</p> <p>Funds to hold the annual sub-component participatory evaluation workshops</p> <p>The services of the UCRIDP's PCU, strengthened by a deputy coordinator, a community development coordinator, a second accountant and incremental general service staff, one additional year of a road engineer to assist with implementation of the feeder road sub-component, the construction of two additional residential premises in Nyagatare, incremental office equipment, two additional vehicles, and recurrent costs for five years</p> <p>The financial-activity-impact reporting software (FAIS) and software maintenance funding for three years</p> <p>Funds for the mid-term review and project completion report</p> <p>Annual audits of the project accounts</p>			

ORGANIZATION AND MANAGEMENT CHART



ENVIRONMENTAL RECOMMENDATIONS AND HOW THEY HAVE BEEN ADDRESSED

Recommendation	Response
Commission hydro-geologic survey	Issue raised as a result of inadequate technical support of author of recommendations. Matter reviewed by competent hydro-geologist who prepared terms of reference for the provincial water master plan. See also working paper on water supply for Umutara 2 project.
Prepare comprehensive development plan	Project does not allocate land. Need has been superseded by events.
Commission aerial-photographic survey and topographic maps	Existing 1:50 000 series of topographic maps is adequate. Other photographs are being procured. Electronic G&EIS budgeted under twin project for entire province
Voluntary livestock de-stocking scheme	The project responds to demand; fencing of pastureland is progressing fast; the CWPUAs will play an important role in limiting livestock to the carrying capacity of their territory, reducing cattle movement.
Akagera National Park collaboration	Collaboration foreseen with park officials and with the German Agency for Technical Cooperation (GTZ); participation in the project steering committees.
Conduct detailed survey of Umutara livestock populations	Negotiations in progress by UCRIDTP and GTZ to obtain Government's permission for aerial count
Target groups	Done
Access to agricultural inputs	Done
Address labour shortages	Addressed through several components, GRF scheme
Diversify revenue-generating activities	
Credit access	
Provide microcredit	
Strengthen extension services	Expanded to include research. New approach proposed
Environment for small-scale enterprises	Use services of IFAD small-scale enterprises project
Community-based land-use planning	Community development plans, participatory range management plan, forestry development indicative master plan, and G&EIF maps of sector areas envisaged
Indigenous knowledge	Part of participatory diagnosis of farmers' problems, identification of farmer-innovators and on-farm technology testing approach
Integration of crop and livestock production	Included in technology transfer, applied research and animal health and production services
Marketing of hides and skins	Outside project scope
Demarcation of cattle routes and water-points	Already occurring on its own as a result of range privatization. Will be part of CWUPA responsibility, veterinary officers and community facilitators will advise
Dry-season horticulture	See fruit trees, agro-forestry
Stakeholders meetings	Project policy: District task forces, WUCs, CWUPAs, GRFs, women groups, etc.
Producer associations	
Animal health	See animal health sub component
Dairy production, collection and marketing	Private-sector activity. If credit needed, Rwanda Development Bank has a credit line of USD 450 000 that can be used for creditworthy borrowers
Livestock improvement	Included in technology and livestock advisory services, private development if credit needed, borrowers must approach GRF or Rwanda Development Bank
Rotational grazing	Part of research and development activities, result of survey of rangelands' natural fodder production necessary to proceed further
Alternative energy sources	Forestry sub-component addresses fuel-wood scarcity, on-farm agro-forestry includes fuel wood.



APPENDIX V

Recommendation	Response
Off-farm income	GRF scheme provides financing and special subsidy for women's microprojects. Line of credit to Rwanda Development Bank.
Services related to Akagera	Cattle water-points sub-component, and collaboration with park management and GTZ
Comprehensive market strategy for crops, meat, milk, live cattle	Ambitious and premature, left to AfDB
Commune development strategies	Communes plan roads, DRSA staff participates in planning of technology services and vaccination campaigns. Main project strategy is to empower cell development committees and farmers' associations
Extension to herders	The project supports DRSA livestock services, with emphasis on applied research and testing of fodder production and conservation and attempts at improving pastureland and improved livestock husbandry
Extension package for soil conservation	See technology advisory services sub-component
Distribution centres for planting materials and seed collection	The project supports the expansion of three successful seed multiplication centres to satisfy growing market demand and the establishment of a NSS seed inspection and certification service in the province
On-farm trials	Essential activity of technology advisory services, see text.
Demonstrate forage conservation	Will be part of the animal production sub-component, after necessary on-farm testing
Controlled burning of range	Doubtful recommendation: degraded ranges are improved by burning
Water harvesting	See forest rehabilitation component. Rainfall roof-catchment scheme may be useful only in UCRIDTP area, and that also is doubted by hydro-geologist.
Livestock breeding programme	See livestock improvement
Agro-silvo-pastoral research	Will be part of the technology advisory service, on an <i>ad hoc</i> applied basis
Rural roads	177 km of feeder roads will have no appreciable impact on the environment
Land-use planning	Proposed G&EIS will be used to complement local knowledge at sector level, involving cell development committees and district land committees. Participatory land-use planning will be gradually introduced.
Institutional arrangements	Main thrust of project design